

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4072

[2007/203054]

**20 SEPTEMBER 2007.** — **Decreet houdende instemming met de Overeenkomst inzake zeevervoer tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en de Regering van de Volksrepubliek China, anderzijds, gedaan te Brussel op 6 december 2002 (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** De Overeenkomst inzake zeevervoer tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en de Regering van de Volksrepubliek China, anderzijds, gedaan te Brussel op 6 december 2002, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 september 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 620 (2006-2007). Nrs. 1 en 2.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 19 september 2007.

Bespreking - Stemmingen

---

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2007 — 4073

[2007/203017]

**27 JUIN 2007.** — **Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision du plan de secteur de Bastogne (planches 60/8 et 55/7-8) et adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Bastogne (Arloncourt) et d'une zone forestière à Houffalize (Tailles)**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 22, 23, 25, 32, 35, 36, 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 1980 établissant le plan de secteur de Bastogne;

Considérant le Contrat d'avenir pour les Wallonnes et les Wallons adopté le 20 janvier 2005 et les actions prioritaires pour l'avenir wallon adoptées le 30 août 2005;

Considérant la demande de modification du plan de secteur de Bastogne introduite en mai 2006 par la SA Entreprise Bernard Deumer en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Bastogne (Arloncourt), en extension de la carrière en exploitation;

Considérant que le projet vise l'inscription, sur des terrains actuellement affectés en zones agricole et forestière, d'une dizaine d'hectares de zone d'extraction en vue de permettre à la SA Bernard Deumer de poursuivre sa production de concassés de grès destinés à différents travaux publics et privés, et plus particulièrement pour des chantiers routiers, de terrassement et d'égouttage;

Considérant que les autres carrières produisant des granulats dans un rayon proche sont :

- les carrières du "Mardasson" à Bastogne dont la plus grande serait à l'arrêt;

- la carrière "Sur les Roches" à Bastogne qui rencontre actuellement d'énormes difficultés pour assurer sa survie, suite à un litige avec la commune et les riverains;

- la carrière de Gives à Bertogne dont la production est négligeable (10 000 T/an);

Considérant que la prolongation de l'activité de la SA Bernard Deumer, dans des conditions légales, permettra d'assurer l'approvisionnement du plateau bastognard en concassés lorsque l'activité de ces carrières proches aura cessé; que dans le cas contraire, l'approvisionnement se ferait au départ de carrières plus éloignées avec des coûts de transport plus élevés;

Considérant qu'une première demande de révision du plan de secteur de Bastogne a été introduite en 1992 et a abouti à l'inscription d'une zone d'extraction totalisant 12,8 hectares par un arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2001;

Considérant que cet arrêté a été annulé par l'arrêt 139.156 du Conseil d'Etat du 12 janvier 2005 essentiellement pour défaut de motivation de la part de la CRAT; que, dans son avis du 27 novembre 1998, la CRAT estimait nécessaire de maintenir le périmètre de la zone d'extraction tel que soumis à l'enquête publique afin de pouvoir créer une zone d'isolement entre la zone d'habitat située à l'Est et le périmètre proposé par l'exploitant et la commune, devant faire l'objet de l'activité extractive proprement dite, ainsi que de permettre l'implantation de dépendances nécessaires à l'activité de la zone;

Considérant que, dans son arrêt, le Conseil d'Etat estimait "qu'en ce qui concerne la question de la délimitation du périmètre d'extension et de la zone d'habitat jouxtant la zone d'extension, il y a lieu de constater que l'acte attaqué permet, outre l'installation de dépendances, la délivrance régulière d'un permis d'extraction susceptible non seulement de régulariser le périmètre actuel de l'exploitation, mais d'agrandir celui-ci dans la totalité de la zone d'extraction, quoi qu'il ait été le souhait émis par la CRAT dans son avis; que dès lors que la réalisation d'une zone d'isolement est laissée à l'entière appréciation de l'autorité qui délivre le permis d'extraction, rien n'exclut que celle-ci décide de ne pas prévoir la zone préconisée par la partie adverse et délivre un permis d'extraction couvrant la totalité de la zone d'extension d'extraction; qu'à supposer que le bon aménagement des lieux gagne à voir remplacer une zone agricole inexploitée par une zone d'extraction qui permet la survie d'une entreprise générant de l'emploi et participant au développement économique de la région, encore faut-il que cela soit compatible avec une zone d'habitat située à proximité et sur laquelle l'extension empiète elle-même en partie; qu'à cet égard, les réclamations émises dans le cadre de l'enquête publique font état de nuisances provenant de l'exploitation actuelle, nonobstant l'existence d'un dispositif d'isolement (butte); que le conseil communal estime par ailleurs qu'il n'est pas indiqué de demander une révision plus importante que ce qui est demandé par l'exploitant lui-même; que la partie adverse estime cependant nécessaire de maintenir le périmètre de la zone d'extraction tel qu'il a été soumis à enquête publique dans le but, d'une part de pouvoir créer une zone d'isolement entre la zone d'habitat et la zone d'extraction proprement dite, et, d'autre part de permettre l'implantation des dépendances, n'excluant pas dès lors qu'elles le soient à proximité de la zone d'habitat, alors que celles-ci peuvent générer des nuisances importantes (bruit, poussières); que, certes, selon la partie adverse, une extension de la zone d'extraction, notamment dans la zone d'habitat, est compatible avec le bon aménagement des lieux, moyennant l'établissement d'un dispositif d'isolement dont l'importance devrait être déterminée à l'occasion de la délivrance du permis d'extraction; que ce motif ne paraît pas pertinent dès lors que ne ressort d'aucun motif de l'acte attaqué ni du dossier administratif la raison de maintenir la zone d'extension telle que soumise à enquête publique dans le but de créer une zone d'isolement alors que la non-extension de la zone d'extraction dans la zone d'habitat est en elle-même de nature à maintenir une certaine distance entre l'exploitation et la zone d'habitat...";

Considérant que, par son arrêt d'annulation, le Conseil d'Etat soulignait l'insuffisance de la motivation de l'arrêté définitif, mais ne remettait pas en cause l'opportunité de la modification du plan de secteur;

Considérant que, la révision du plan de secteur adoptée le 14 novembre 2001 l'ayant été sans étude d'incidences, non prévue à l'époque, il est dès lors proposé d'entamer une nouvelle procédure de modification du plan de secteur, conformément à l'article 42 actuel du Code, en ce compris la réalisation d'une étude d'incidences;

Considérant qu'en outre, l'article 46, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine impose que l'inscription au plan de secteur de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation soit compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement;

Considérant que la présente demande de révision du plan de secteur ne porte plus que sur 10 hectares et est limitée vers l'Est afin de répondre aux griefs retenus par le Conseil d'Etat;

Considérant que les terrains visés par le projet d'extension de la carrière sont actuellement inscrits en zones agricole et forestière au plan de secteur; que l'exploitant est propriétaire des terrains concernés par la demande, à l'exception de trois petites parcelles ne comportant pas de gisement;

Considérant qu'en fonction du schéma d'exploitation retenu, une réserve de quelque 926 000 m<sup>3</sup> de gisement pourrait être exploitée;

Considérant que les besoins de l'exploitant correspondent à l'extraction de 54 600 m<sup>3</sup>/an de roche en place; que la présente révision du plan de secteur devrait donc permettre la poursuite de l'exploitation pendant 16 années (jusqu'en 2022); que les estimations faites par le demandeur ont été vérifiées sur base des plans de la situation actuelle et de la situation finale de la fosse d'extraction, fournis dans le dossier de demande;

Considérant que le site d'extraction d'Arloncourt est bordé à l'Ouest par le ruisseau Arloncourt, classé en troisième catégorie et géré par la commune de Bastogne; que des problèmes de pollution mécanique ont déjà été constatés par le passé, et que des stockages situés tout près des berges du ruisseau ont été réalisés puis enlevés, qu'aucune nouvelle extraction, ni dépôt ne pourront être mis en œuvre à moins de 10 mètres du ruisseau et que le cours d'eau ne pourra, en outre, être mis sous tuyau;

Considérant qu'en raison du caractère imperméable de la roche dû à sa nature schisteuse, la fosse d'exploitation recueille par ruissellement les pluies du bassin versant de quelque 4 hectares qui y correspond (40 000 m<sup>2</sup> avec des précipitations de 800 mm/an = 32 000 m<sup>3</sup>/an); que cette exhaure est rejetée dans le ruisseau d'Arloncourt, sans décantation préalable;

Considérant que l'autorisation de prise d'eau d'un débit maximal de 3 000 m<sup>3</sup>/an dont dispose actuellement la carrière est insuffisante pour évacuer cette quantité d'eau et qu'elle pourrait être largement augmentée pour autant qu'elle ne porte que sur des eaux de ruissellement;

Considérant qu'en tout état de cause, l'exploitation de la future zone d'extraction devra être conduite de manière à éviter au maximum le prélèvement d'eau souterraine, notamment par la détermination d'un plancher d'exploitation approprié;

Considérant qu'il y aura lieu d'analyser plus en détail, dans le cadre de l'étude d'incidences, ces aspects hydrologiques et hydrogéologiques et qu'à cet effet, la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement sera consultée sur le projet de contenu de l'étude d'incidences;

Considérant qu'il n'y a aucun captage public de distribution d'eau dans un rayon de 1 500 mètres autour du site;

Considérant que les nuisances de la carrière sont essentiellement ressenties par la ferme Determe (tirs de mines et vibrations) et les habitants du village d'Arloncourt;

Considérant que les tirs de mines sont confiés à une société spécialisée; que ces dernières années, l'évolution des techniques de mise à feu (retards nonel) a permis de minimiser les effets négatifs des tirs;

Considérant que les nuisances potentielles de cette prolongation d'activité correspondraient à celles observables aujourd'hui;

Considérant cependant que le déplacement prévu des installations de concassage-criblage en fond de fosse atténuera le bruit et les émissions de poussières pour le village d'Arloncourt, situé sous les vents dominants;

Considérant qu'il n'y a pas de périmètre Natura 2000, ni de site de grand intérêt biologique, ni de réserve naturelle, dans rayon de moins d'un kilomètre autour de la carrière; que l'ensemble de la commune de Bastogne fait partie du parc naturel "Haute-Sûre-Forêt d'Anlier";

Considérant la présence, à un peu plus de 300 mètres du projet d'extension de la conduite de transport de gaz DN400 Dalhem-Bastogne; considérant que la société responsable de cette conduite estime que l'extension de la zone d'extraction ne portera aucun préjudice à cette installation, située de l'autre côté d'Arloncourt;

Considérant, en ce qui concerne le charroi, que la charge moyenne des camions sortants est estimée à 20 tonnes, ce qui correspond, pour une production de 130 000 tonnes/an répartie sur 220 jours ouvrables, à 30 navettes par jour avec des extrêmes variant de 5 à 50;

Considérant qu'il faudra apporter une solution au problème du charroi en sortie de carrière, lequel entraîne le dépôt de boues sur la RN874 et un dégagement de poussières par temps sec (revêtement adéquat dans la zone d'accès au site, bassin de lavage des roues en sortie, passage des camions sur des trémies,...);

Considérant que, par ailleurs, une bande de lancement sur la RN 874 devrait être aménagée pour les camions;

Considérant qu'il sera nécessaire de conserver une zone d'isolement suffisamment large par rapport à l'assise de la route RN874 de manière à faire face au risque d'éboulement de paroi ou de glissement de terrain; qu'une zone tampon de 10 mètres de large devrait dès lors être prévue, via une prescription littérale;

Considérant que cet aspect de la question sera examiné dans le cadre de l'étude d'incidences;

Considérant que le volume total des stériles est estimé à 62 500 m<sup>3</sup> et qu'ils seront entreposés sous la forme de merlons à l'est de la fosse d'extraction, ainsi que dans la partie nord-ouest du site puis en "backfilling" en fin de vie de la carrière;

Considérant que ce volet, en ce compris la configuration des merlons (verdurisation, boisement), sera également examiné lors de l'étude d'incidences;

Considérant, conformément à l'article 46, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, qu'il est envisagé de compenser planologiquement l'inscription de la nouvelle zone d'extraction par la réaffectation, en zone forestière, de terrains d'une superficie de quelque 10 ha situés à Houffalize et actuellement inscrits en zone d'extraction au plan de secteur de Bastogne;

Considérant que ce site correspond à l'ancienne carrière de Cédrogne, aussi appelée carrière de Mont; qu'il appartient à la commune d'Houffalize et qu'il est le siège d'un dépôt sauvage de déchets inertes;

Considérant que ce site n'offre plus aucun intérêt en terme de potentiel de gisement en raison de la qualité médiocre des grès schisteux qui s'y trouvent et de sa mauvaise accessibilité;

Considérant qu'une minime partie du site est reprise dans le périmètre Natura 2000 BE34024 "Bassin inférieur de l'Ourthe orientale";

Considérant l'existence d'un projet d'accord entre le demandeur et la commune d'Houffalize; que cet accord porte sur la remise en état de l'ancienne carrière, aux frais de la SA Deumer (nivellement des remblais, évacuation des déchets de béton, apport de terres et plantations);

Considérant la transaction intervenue le 14 juin 2007 entre la SA Entreprises Bernard Deumer et les riverains d'Arloncourt;

Considérant, eu égard à l'enclavement du site en zone forestière, que son affectation en zone forestière semble la plus appropriée;

Considérant, eu égard à la situation existante de fait et de droit, qu'il y aura lieu, dans le cadre de l'étude d'incidences visée à l'article 42 du Code wallon de l'Aménagement, de l'Urbanisme et du Patrimoine, de porter une attention particulière :

- à l'impact éventuel de la carrière sur l'exploitation agricole proche (ferme Determe);
- aux problèmes hydrologiques et hydrogéologiques;
- aux problèmes liés au charroi;
- à la gestion des stériles d'exploitation et dispositifs d'isolement;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement durable,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement décide la mise en révision des planches 60/8 et 55/7-8 du plan de secteur de Bastogne en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Bastogne (Arloncourt) et d'une zone forestière à Houffalize (Tailles).

**Art. 2.** L'avant-projet de révision du plan de secteur de Bastogne (planches 60/8 et 55/7-8) portant sur l'inscription d'une zone d'extraction à Bastogne (Arloncourt) et d'une zone forestière à Houffalize (Tailles) est adopté conformément au plan ci-annexé.

**Art. 3.** Le Gouvernement adopte le projet de contenu de l'étude d'incidences annexé au présent arrêté.

**Art. 4.** Le Gouvernement charge le Ministre du Développement territorial de soumettre pour avis à la Commission régionale d'aménagement du territoire, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement le projet de contenu de l'étude d'incidences de plan de secteur ci-annexé, conformément aux dispositions de l'article 42, alinéa 4, du Code et de lui représenter ensuite pour adoption.

Namur, le 27 juin 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

## Annexe

**CONTENU DE L'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN prescrite par l'article 42 du CWATUP**

1. L'avant-projet de révision du plan de secteur de BASTOGNE (planches 60/8 et 55/7-8) adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2007 comporte l'inscription d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune de Bastogne et d'une zone forestière sur le territoire de la commune d'Houffalize.

2. Ampleur de l'étude d'incidences et degré de précision des informations (art. 42, al. 2 du CWATUP)

2.1. Ampleur

La réaffectation en zone forestière d'une zone d'extraction, prévue au titre de compensation planologique à l'inscription de la nouvelle zone d'extraction (art. 46, § 1<sup>er</sup>, al. 2, 3<sup>o</sup> du CWATUP), vise à ne pas mettre en œuvre la zone d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur et à maintenir la situation de fait.

Cependant, cette modification d'affectation, par le fait qu'elle se situe dans un périmètre Natura 2000, doit faire l'objet d'une évaluation des incidences, conformément à l'article 46 § 2, al. 2 du CWATUP.

2.2. Degré de précision des informations

Le cahier spécial des charges retenu ci-dessous constitue un document-type dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du Code.

L'examen des caractéristiques humaines, socio-économiques et environnementales se fait à l'échelle du contexte territorial général (phase 1) et à l'échelle microgéographique du territoire d'étude des vulnérabilités et contraintes environnementales (phase 2).

Phase 1

Introduction

L'introduction a pour but de replacer l'étude d'incidences dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur - articles 42 à 46 du CWATUP

2. Avant-projet de révision du plan de secteur adopté par le Gouvernement wallon y compris les mesures d'atténuation relatives à la mise en œuvre du projet (art. 42, 1<sup>o</sup>)

3. Acteurs de la révision du plan de secteur

3.1. Décideur

Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.

3.2. Initiateur de la demande

Promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site carrier. Organigramme de la société (notamment quand plusieurs filiales, ou plusieurs sociétés dans un groupe). Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.

3.3. Auteur de l'étude d'incidences

Bureau d'études agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré à l'étude en spécifiant leurs compétences. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.

4. Contraintes potentielles relevées par l'administration

Il s'agit des contraintes relevées par l'administration sur la base de l'analyse de la situation de droit et de fait, ainsi que sur la base des différents avis réceptionnés à ce stade de la procédure (CBÉ, CCAT, MET, DGA, DGRNE - DNF, DE, DPA -, CRAT, CWEDD, CRAEC, CRMSE, les sociétés de distribution d'eau, Elial, SNCB, Défense nationale,...).

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Description de l'avant-projet de plan

1. Objet de la révision de plan de secteur (art. 42, 1<sup>o</sup>)

Localisation et superficie de la (des) zone(s) d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) prévu(s) à l'article 40 du Code) inscrite(s) à l'avant-projet de plan, en ce compris les compensation planologiques.

- localisation exacte (province, commune(s), lieu-dit, rue, n<sup>o</sup> de planche IGN, coordonnées Lambert) et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000 et 1/10 000) + orthophotoplan au 1/10 000;

- parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1/10 000 et 1/25 000, préciser la superficie totale propriété du demandeur, copie des accords de mise à disposition des terrains,...;

- affectations au plan de secteur (actuelles et projetées) (cartes 1/10 000 et 1/25 000), préciser les superficies des zones dont l'affectation change (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code).

Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article 41 du Code).

2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (art. 42, 1<sup>o</sup>)

Il s'agit d'une mise en évidence et d'une compréhension des objectifs du Gouvernement visés dans l'arrêté d'avant-projet de plan.

Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.

3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des plans et programmes pertinents (art. 42, 1<sup>o</sup>)

Cette analyse doit comporter, entre autre, la vérification de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ainsi que les différents plans et programmes, tels le Schéma de Développement de l'Espace régional, le Plan d'Environnement pour le Développement durable, le Contrat d'Avenir pour la Wallonie actualisé,...

Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs de l'avant-projet au regard de ces documents.

CHAPITRE II. — *Justification socio-économique de l'extension  
ou de la création d'une zone d'extraction au plan de secteur*

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les principaux impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur (Art 42, 2<sup>o</sup>).

1. Evaluation du besoin

1.1 Caractéristiques du produit

Spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit.

1.2 Evaluation de la demande

Il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.

1.2.1. Marché global du matériau : situation actuelle et perspectives de développement

Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international. Si l'exercice est pertinent, citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site; dans le cas contraire, cartographier et caractériser l'aire de chalandise.

Evolution du marché dans les 30 prochaines années : on prendra notamment en considération l'évolution des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport.

1.2.2. Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur)

- Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise ( localiser chacun des sites concurrents sur une carte)

- Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.

Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également en considération les demandes de révision de plan de secteur).

1.2.3. Conclusion sur les perspectives de production de l'entreprise à 30 ans.

1.3 Evaluation des potentialités du plan de secteur

Il s'agira ici d'évaluer les potentialités qu'offre le plan de secteur en vigueur pour répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande validée au point 1.2.3

Cette évaluation se fera en deux temps.

Dans un premier temps, on examinera la zone d'extraction actuellement exploitée.

Dans un second temps, on examinera les zones d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures

nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

1.4. Conclusion sur l'évaluation des besoins.

Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone d'extraction au plan de secteur au sein de la zone de chalandise identifiée.

2. Impacts socio-économiques.

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect créé et les retombées financières générées (taxes, redevances,...).

CHAPITRE III. — *Validation de la localisation de l'avant-projet. Identification et analyse des variantes de localisation*

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise, de valider ou non la localisation de l'avant-projet :

- au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire;
- en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3.

et, s'il échet, de rechercher des variantes de localisation au sein de ce territoire. (art. 42, 11<sup>o</sup>)

1. Transcription spatiale des grandes options régionales.

Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation (SDER, PEDD, Contrat d'Avenir, plans stratégiques transversaux,...).

2. Explication des principaux critères de localisation répondant aux objectifs de l'avant-projet tels que validés au point 3 du chapitre I<sup>er</sup>

On examinera en tous cas les éléments suivants :

2.1. Caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

2.3. Accessibilité.

2.4. Présence d'infrastructures nécessaires.

2.5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines)

3. Validation de la localisation de l'avant-projet

Il s'agit ici de vérifier que la localisation de l'avant-projet n'entre pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1. et respecte les critères de localisation explicités au point 2.

#### 4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation à l'avant-projet

Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation à l'avant-projet en appliquant au territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2. en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.

Ces variantes de localisation seront brièvement présentées

#### 5. Sélection d'alternatives de localisation

Il s'agit ici de comparer l'avant-projet et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales.
- des critères de localisation.
- des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise.

- des coûts de mise en œuvre à charge de la collectivité et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que l'avant-projet, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

#### 6. Compensation planologique

Validation de l'opportunité de la localisation des compensations planologiques au regard des besoins économiques, sociaux, environnementaux et patrimoniaux ainsi que de la situation existante de fait.

Proposition d'alternatives de localisation s'il échec.

Phase 2

### CHAPITRE IV. — *Identification et analyse des contraintes et potentialités des sites de l'avant-projet et des variantes de localisation*

#### 1. Description du cadre réglementaire

##### 1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires.

1.1.1. Niveau régional (plan de secteur, règlement régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, règlement général sur les bâtisses en site rural,...).

1.1.2. Niveau communal (plan particulier d'aménagement, plan communal d'aménagement, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, schéma de structure communal, règlement communal d'urbanisme, plan communal général d'égouttage,...).

##### 1.2. Biens soumis à une réglementation particulière.

1.2.1. Faune et flore (statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (décret du 6 décembre 2001) et espèces d'intérêt communautaire, ...) (art. 42,5°).

1.2.2. Activités humaines (statut juridique des voiries et voies de communication, réseau RAVEl, industries et équipements à risque majeur SEVESO,...) (art. 42,6°).

1.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils (lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique,...).

1.4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel (périmètres de remembrement, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées,...).

1.5. Sites patrimoniaux et archéologiques (monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de Belgique, liste des arbres et haies remarquables,...).

##### 6. Contraintes environnementales

(cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères,...).

##### 7. Situation réglementaire de l'exploitation

(permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis,...) si l'avant-projet porte sur son extension.

#### 2. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné (art. 42, 3°)

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par le bureau d'études.

##### 2.1. Caractéristiques humaines.

2.1.1. Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux : structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées,...), carte des densités et pôles de développement.

2.1.2. Infrastructures et équipements publics aériens et souterrains (les voiries, les voies ferrées, les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les canalisations souterraines,...) + cartographie et évolution des capacités.

2.1.3. Activités humaines (nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture, les activités touristiques, les équipements socioculturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines ou industrielles (Seveso) sensibles,...).

##### 2.2. Caractéristiques environnementales.

###### 2.2.1. Géologie (A développer si nécessaire).

###### 2.2.2. Pédologie (*caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique*).

2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie (bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale, ...)

2.2.4. Topographie et paysages (géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies,...).

2.2.5. Air et climat (données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières,...).

#### 6. Bruits et vibrations

(sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures).

#### 7. Faune et flore

(inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux protégés

#### 3. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites (art. 42, 3°).

#### CHAPITRE V. — *Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet sur l'homme et l'environnement*

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'homme et l'environnement (art. 42, 8°).

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Une distinction est effectuée entre les impacts sur le site concerné par l'avant-projet ou la variante de localisation et les impacts sur les zones voisines.

Cette analyse doit être menée pour le site de l'avant-projet et des variantes de localisation.

#### 1. Impacts sur la qualité de vie (santé, sécurité, hygiène,...)

1.1. Cadre bâti (relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants).

1.2. Impacts sur les biens matériels et le patrimoine culturel (monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries, canalisation souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone,...), lignes électriques,...).

1.3. Charroi (direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire, charge utile, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité,...).

1.4. Tirs de mines (vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site,...).

1.5. Bruit (au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches).

1.6. Air et climat (poussières - installation de jauges Owen -, formation de brouillards, odeurs,...).

1.7. Topographie et paysages (pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse)

2. Impacts sur les activités humaines (activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières,...) (art. 42, 9°).

3. Impacts sur le sol et le sous-sol (karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques,...).

#### 4. Impacts sur l'hydrogéologie et l'hydrologie

4.1. Modification du régime hydrogéologique (rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique,...).

4.2. Modification du régime hydrologique (débit et charge des cours d'eau, inondations suite au rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides,...).

4.3. Mobilisation des ressources en eau potabilisable

#### 5. Impacts sur la faune, la flore, la biodiversité

Pendant et après la mise en œuvre du projet, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, impacts potentiels sur les espèces et habitats d'espèces, d'intérêt communautaire, périmètres Natura 2000,... (législation sur la conservation de la nature et directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE).

#### 6. Interaction entre ces divers facteurs

#### 7. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (art. 42, 4°)

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet.

#### CHAPITRE VI. — *Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs de l'avant-projet ou des variantes de localisation*

#### 1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. 42, 11°)

Les variantes de délimitation sont des variations du contour des zones.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations des zones;
- un phasage de l'occupation;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers;...

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont :

- répondre aux objectifs de l'avant-projet;
- répondre au prescrit du CWATUP (article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les impacts négatifs et favoriser les impacts positifs sur les plans social, économique et environnemental.

## 2. Mesures à mettre en œuvre (art. 42, 10°)

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer ou augmenter les impacts positifs.

Si de telles mesures sont présentes dans l'avant-projet, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

## 2.1. Ajustement du zonage réglementaire (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code.

## 2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires.

Parmi ces prescriptions supplémentaires peuvent se trouver (article 41 du CWATUP) :

- une précision des affectations de la (des) zone(s);
- la réalisation d'un plan communal d'aménagement;
- le phasage de l'occupation de la (des) zone(s);
- la réversibilité des affectations s'il n'y a pas de mise en œuvre après un laps de temps;

## 2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers

## 4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles

3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur. (art. 42, 7°).

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement "pertinents" pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences notables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telles que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

## 4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (art. 42, 3°)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre V, point 7) en cas d'absence de révision du plan de secteur.

CHAPITRE VII. — *Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du plan*

1. Justification et comparaison de l'avant-projet et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. 42, 11°)

La justification s'effectue sur base de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> du CWATUP et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : impacts (tant positifs que négatifs) sur le milieu, mesures d'atténuation des impacts à mettre en œuvre, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de révision du plan de secteur.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

## 2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (art. 42, 13°)

Il s'agit de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

CHAPITRE VIII. — *Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées*

## 1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (art. 42, 12°)

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

## 2. Limites de l'étude (art. 42, 12°)

L'auteur de l'étude précise les difficultés rencontrées ainsi que les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures études d'incidences.

## Bibliographie

## Résumé non technique

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer l'étude d'incidences de plan et la traduire dans un langage non technique de façon à la rendre compréhensible pour un public non averti, et doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les effets positifs, négatifs et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2007 décidant la mise en révision du plan de secteur de Bastogne (planches 60/8 et 55/7-8) et adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Bastogne (Arloncourt) et d'une zone forestière à Houffalize (Tailles).

Namur, le 27 juin 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE



## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4073

[2007/203017]

**27. JUNI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Bastogne (Karten 60/8 und 55/7-8) zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Plans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in Bastogne (Arloncourt) und eines Forstgebiets in Houffalize (Tailles) einer Revision zu unterziehen ist**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1<sup>er</sup>, 22, 23, 25, 32, 35, 36, 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums (SDER);

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 5. September 1980 zur Festlegung des Sektorenplans von Bastogne;

In Erwägung des am 20. Januar 2005 angenommenen Vertrags für die Zukunft für die Walloninnen und Wallonen und der am 30. August 2005 angenommenen vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

In Erwägung des im Mai 2006 durch die "S.A. Entreprise Bernard Deumer" eingereichten Antrags auf eine Abänderung des Sektorenplans Bastogne zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets in Bastogne (Arloncourt) als Erweiterung des in Betrieb befindlichen Steinbruchs;

In der Erwägung, dass der Entwurf die Eintragung auf Gebieten, die zur Zeit Zweckbestimmung als Agrargebiet und Forstgebiet haben, von ca. 10 ha Abbaugebiet zum Gegenstand hat, um der "S.A. Bernard Deumer" zu erlauben, ihre Produktion von Sandsteinsplitt als Material für öffentliche und private Arbeiten, insbesondere für Straßenbau, Erd- und Kanalisationsarbeiten, fortzuführen;

In der Erwägung, dass die anderen in der Nähe liegenden Steinbrüche, die Granulat produzieren, die Folgenden sind:

- die Steinbrüche "Mardasson" in Bastogne, von denen der größte Steinbruch nun stillstehen sollte;
- der Steinbruch "Sur les Roches" in Bastogne, der nur noch schwer überlebt, anschließend an einen Streitfall mit der Gemeinde und den Anwohnern;
- der Steinbruch von Gives in Bertogne mit sehr kleinen Produktionszahlen (10 000 T/Jahr);

In der Erwägung, dass die Fortführung der Tätigkeiten der "SA Bernard Deumer" unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bedingungen es ermöglichen würde, die Versorgung der Hochebene von Bastogne mit Splitt zu sichern, wenn die Aktivität der anderen Steinbrüche zu Ende geht; falls die Aktivität der anderen Steinbrüche jedoch weitergeführt würde, dann würde die Versorgung ab weiteren Steinbrüchen stattfinden, mit höheren Transportkosten;

In der Erwägung, dass ein erster Antrag auf Revision des Sektorenplans von Bastogne im Jahre 1992 eingereicht wurde und die Eintragung eines Abbaugebiets mit einer Gesamtfläche von 12,8 ha bewirkt hat (Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. November 2001);

In der Erwägung, dass dieser Erlass durch das Urteil Nr. 139.156 des Staatsrats vom 12. Januar 2005 aufgehoben wurde, hauptsächlich wegen einer unzureichenden Begründung seitens des Regionalausschusses für Raumordnung; dass der Regionalausschuss für Raumordnung es für nötig erachtete, den Umkreis des Abbaugebiets so zu erhalten, wie er der öffentlichen Untersuchung unterworfen worden war, um ein Trenngebiet zu bilden zwischen dem östlich gelegenen Wohngebiet und dem vom Betreiber und der Gemeinde vorgeschlagenen Umkreis, der Gegenstand der tatsächlichen Aktivität sein sollte, so dass die für diese Aktivität notwendigen Nebenanlagen angesiedelt werden konnten;

In der Erwägung, dass der Staatsrat in seinem Urteil davon ausging, dass "was die Abgrenzung des Erweiterungs- umkreises und des Wohngebiets neben dem Erweiterungsgebiet angeht, festgestellt werden kann, dass die angefochtene Akte neben der Ansiedlung von Nebenanlagen, auch die regelmäßige Ausstellung einer Gewinnungs- genehmigung ermöglicht, durch die nicht nur der aktuelle Betriebsumkreis regularisiert würde, sondern auch im ganzen Abbaugebiet vergrößert werden könnte, was auch der Wunsch des Regionalausschusses für Raumordnung in seinem Gutachten gewesen ist; dass die Bildung eines Trenngebiets somit völlig dem Willen der Behörde, die die Gewinnungsgenehmigung erlässt, überlassen wird, wobei nichts ausschließt, dass diese das von der Gegenpartei empfohlene Gebiet nicht vorsieht und eine Gewinnungsgenehmigung ausstellt, die das gesamte Abbauerweiterungs- gebiet deckt; dass, auch wenn man vermuten kann, dass eine fachgerechte Einrichtung der Örtlichkeiten den Ersatz eines nicht benutzten Agrargebiets durch ein Abbaugebiet vorsieht, welches das Überleben eines Betriebs sichert, der Arbeitsstellen schafft und zur wirtschaftlichen Entwicklung der Region beiträgt, dies jedenfalls mit einem in der Nähe gelegenen Wohngebiet, auf das die Erweiterung selbst teilweise übergreift, vereinbar sein muss; dass in dieser Hinsicht, die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung erörterten Beschwerden auf den aktuellen Betrieb zurückzuführende Belästigungen melden, und dies trotz des Vorhandenseins eines Abschirmgebiets (Hügel); dass der Gemeinderat darüber hinaus der Ansicht ist, dass eine Revision, die größer wäre, als das was der Betreiber selbst beantragt, nicht sinnvoll ist; dass die Gegenpartei es jedoch als notwendig betrachtet, dass der Umkreis des Abbaugebiets, so wie er der öffentlichen Untersuchung unterworfen worden ist, aufrechtzuerhalten ist, um einerseits ein Trenngebiet zwischen dem Wohngebiet und dem tatsächlichen Abbaugebiet bilden zu können, und andererseits die Ansiedlung von Nebenanlagen zu ermöglichen, wobei nicht ausgeschlossen wird, dass diese sich in der Nähe des Wohngebiets befinden könnten, und wichtige Belästigungen verursachen könnten (Lärm, Staub); dass nach Ansicht der Gegenpartei eine Erweiterung des Abbaugebiets u.a. in das Wohngebiet hinein zwar mit einer fachgerechten Einrichtung der Örtlichkeiten vereinbar ist, unter der Voraussetzung, dass ein Abschirmgebiet gebildet wird, dessen Größe bei der Ausstellung der Gewinnungsgenehmigung festzulegen ist; dass dieser Grund nicht als relevant erscheint, da sich aus keinem der Beweggründe der angefochtenen Akte noch der Verwaltungsakte kein Grund ergibt, aus dem das Erweiterungsgebiet, so wie der öffentlichen Untersuchung unterworfen, aufrechtzuerhalten, um ein Trenngebiet zu bilden, während die Nichterweiterung des Abbaugebiets in das Wohngebiet hinein als solche eine gewisse Entfernung zwischen dem Betrieb und dem Wohngebiet gewährleistet";

In der Erwägung, dass der Staatsrat durch sein Aufhebungsurteil die Unzulänglichkeit der Begründung des endgültigen Erlasses hervorhebt, aber keinesfalls die Zweckmäßigkeit der Abänderung des Sektorenplans in Frage stellt;

In der Erwägung, dass, da die am 14. November 2001 verabschiedete Revision des Sektorenplans ohne Umweltverträglichkeitsprüfung stattgefunden hatte, da es diese damals nicht gab, es nun vorgeschlagen wird, es neues Verfahren zur Abänderung des Sektorenplans, einschließlich der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung, in Übereinstimmung mit Art. 42 des Gesetzbuches einzuleiten;

In der Erwägung außerdem, dass die in Art. 46, § 1, Absatz 3<sup>o</sup> des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehene Ausgleichsregel für die Eintragung eines neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets in den Sektorenplan eine Ausgleichsmaßnahme erforderlich macht, die entweder in einer gleichwertigen Umwandlung eines zur Verstädterung bestimmten, bestehenden Gebiets in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet oder aber in irgend einer anderen von der Regierung festgelegten alternativen Ausgleichsmaßnahme besteht;

In der Erwägung, dass der vorliegende Antrag auf Revision des Sektorenplans nur noch 10 ha betrifft, und nach Osten begrenzt ist, um den vom Staatsrat berücksichtigten Argumenten Rechnung zu tragen;

In der Erwägung, dass die vom Entwurf zur Erweiterung des Steinbruchs betroffenen Gelände nun als Agrargebiet und Forstgebiet eingetragen sind; dass der Betreiber Eigentümer der vom Antrag betroffenen Grundstücke ist, mit Ausnahme von drei kleinen Parzellen, die kein Vorkommen aufweisen;

In der Erwägung, dass je nach dem berücksichtigten Betriebssystem, ein Reservenvorkommen von ca. 926 000 m<sup>3</sup> ausgenutzt werden könnte;

In der Erwägung, dass die Bedürfnisse des Betreibers ca. 54 600 m<sup>3</sup> Gestein/Jahr entsprechen; dass durch die vorliegende Revision des Sektorenplans demnach der Betrieb während 16 Jahren weiter andauern könnte (d.h. bis 2022); dass die Schätzungen des Antragstellers auf Grundlage der der Antragsakte beigefügten Pläne der aktuellen Lage und der Endsituation der Ausbaugrube geprüft worden sind;

In der Erwägung, dass die Abbauzone von Arloncourt in westlicher Richtung vom Bach Arloncourt (3. Kategorie), der von der Gemeinde Bastogne verwaltet wird, begrenzt ist; dass eine mechanische Verschmutzung dieses Baches schon in der Vergangenheit festgestellt worden ist, und dass Lagerplätze in der Nähe der Ufer eingerichtet und dann wieder entfernt wurden; dass in einem Abstand von weniger als 10 Metern vom Bach weder eine Abbautätigkeit noch eine Lagerung der abgebauten Steine stattfinden darf; dass der Wasserlauf keinesfalls in eine Leitung kanalisiert werden darf;

In der Erwägung, dass wegen des wasserdichten Charakters des Schiefergesteins, die Abbaugrube das vom 4 ha großen Einzugsgebiet abfließende Regenwasser empfängt (40 000 m<sup>3</sup> bei Niederschlägen mit etwa 800 mm/Jahr = 32 000 m<sup>3</sup>/Jahr); dass dieses Wasser in den Bach Arloncourt abgeleitet wird ohne vorherige Klärung;

In der Erwägung, dass die Wasserentnahmegenehmigung für 3 000 m<sup>3</sup>/Jahr, über die der Steinbruch zur Zeit verfügt, unzureichend ist, um diese Menge Wasser abzuleiten, und dass die erlaubte Wassermenge vergrößert werden kann, solange dies nur das Niederschlagswasser betrifft;

In der Erwägung, dass der Betrieb des künftigen Abbaugebiets sowieso die Entnahme von Grundwasser zu vermeiden hat, insbesondere durch die Festlegung einer geeigneten maximalen Abbautiefe;

In der Erwägung, dass diese hydrologischen und hydrogeologischen Faktoren im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung näher zu untersuchen sind und dass die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt sich über den Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung äußern werden muss;

In der Erwägung, dass es keine öffentliche Wasserentnahmestelle für die Wasserversorgung in einer Entfernung von 1 500 Metern vom Standort gibt;

In der Erwägung, dass die auf den Steinbruch zurückzuführenden Belästigungen hauptsächlich im Bauerhof Determe und durch die Einwohner des Dorfes Arloncourt zu spüren sind (Sprengarbeiten und Schwingungen);

In der Erwägung, dass die Sprengarbeiten einer spezialisierten Gesellschaft anvertraut werden; dass die Entwicklung der Sprengtechnik in den letzten Jahren die negativen Auswirkungen der Sprengarbeiten verringert hat;

In der Erwägung, dass die potentiellen Belästigungen einer Fortführung der Tätigkeiten den heutigen Belästigungen entsprechen würden;

In der Erwägung, dass die vorgesehene Verlagerung der Zerkleinerungs- und Siebanlagen auf den Grubenboden den Lärm und die Staubemissionen für das Dorf Arloncourt vermindern wird, da dieses sich entgegen der vorherrschenden Winde befindet;

In der Erwägung, dass es weder ein Natura 2000-Gebiet, noch ein Gebiet von großem biologischem Interesse, noch ein Naturschutzgebiet in einem Umkreis von weniger als 1 Km um den Steinbruch gibt; dass die ganze Gemeinde Bastogne dem Naturpark der "Haute-Sûre - Forêt d'Anlier" angehört;

In Erwägung des Vorhandenseins der Gasleitung DN400 Dalhem-Bastogne in einer Entfernung von ein wenig mehr als 300 m vom Erweiterungsprojekt; in der Erwägung, dass die Gesellschaft, die für diese Leitung verantwortlich ist, der Ansicht ist, dass die Erweiterung des Abbaugebiets dieser auf der anderen Seite des Dorfs Arloncourt befindliche Anlage keinen Schaden zufügen wird;

In der Erwägung, dass, was den Verkehr angeht, die durchschnittliche Belastung der ausfahrenden LKWs auf 20 T beschränkt ist, was, für eine Produktion von 130 000 T/Jahr über 220 Werktag, einer Anzahl von 30 Transporten/Tag (etwa zwischen 5 und 50) entspricht;

In der Erwägung, dass das Problem des Verkehrs am Ausgang des Steinbruchs zu lösen ist, da die LKWs auf der RN874 Schlamm (und Staub bei trockenem Wetter) hinterlassen (geeignete Fahrbahndecke in dem Zugangsbereich zum Steinbruch, Becken für das Spülen der Räder am Ausgang, Durchfahrt der Lastwagen auf Rinnen,...);

In der Erwägung, dass eine Beschleunigungsspur für LKWs auf der RN 874 eingerichtet werden müsste;

In der Erwägung, dass ein Trenngebiet mit einer unter Berücksichtigung der Fläche der RN874 zureichenden Breite aufrechtzuerhalten ist, um die Gefahr eines Einstürzens der Wand oder eines Erdbebens zu vermeiden; dass eine 10 m breite Pufferzone somit vorzusehen ist;

In der Erwägung, dass dieser Aspekt im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung zu untersuchen ist;

In der Erwägung, dass das Gesamtvolumen der Steine auf 62 500 m<sup>3</sup> geschätzt ist, und dass sie in der Form von Wallen östlich der Abbaugrube und im nordwestlichen Teil des Standorts und dann als "backfilling" am Lebensende des Steinbruchs gelagert werden;

In der Erwägung, dass dieser Aspekt einschließlich der Konfiguration der Walle (Begrünung, Bewaldung) in der Umweltverträglichkeitsprüfung zu untersuchen ist;

In der Erwägung, dass erwogen wird, die Eintragung des neuen Abbaugebiets durch die Wiederbestimmung als Forstgebiet von Geländen (ca. 10 ha) in Houffalize, die im Sektorenplan von Bastogne zur Zeit als Abbaugebiet eingetragen sind, raumplanerisch auszugleichen, in Übereinstimmung mit Artikel 46 des CWATUP;

In der Erwägung, dass dieser Standort dem ehemaligen Steinbruch von Cédrogne, auch "carrière de Mont" genannt, entspricht; dass er der Gemeinde Houffalize gehört und nun eine wilde Deponie von inerten Abfällen ist;

In der Erwägung, dass dieser Standort kein Interesse mehr als Vorkommen bietet, wegen der geringen Qualität und schweren Zugänglichkeit des dort befindlichen Schieferbruchsteins;

In der Erwägung, dass nur ein kleiner Teil des Standorts im Umkreis des Natura 2000-Gebiets BE34024 "Bassin inférieur de l'Ourthe orientale" liegt;

In Erwägung des Vorhandenseins eines Vereinbarungsentwurfs zwischen dem Antragsteller und der Gemeinde Houffalize; dass diese Vereinbarung die Wiederinstandsetzung des ehemaligen Steinbruchs betrifft, zu Lasten der Fa. SA Deumer (Nivellierung der Erdaufschüttungen, Entfernung der Betonabfälle, Zufuhr von Erde und Anpflanzungen);

In Erwägung der am 14. Juni 2007 stattgefundenen Vereinbarung zwischen der "S.A. Entreprises Bernard Deumer" und den Einwohnern von Arloncourt;

In der Erwägung, dass die Zweckbestimmung des Standorts als Forstgebiet wegen seiner Lage mitten in einer Forstzone die geeignetste zu sein scheint;

In der Erwägung, dass unter Berücksichtigung der bestehenden Sach- und Rechtslage und im Rahmen der in Artikel 42 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Umweltverträglichkeitsprüfung den folgenden Elementen eine besondere Aufmerksamkeit zu schenken ist:

- die Auswirkungen des Steinbruchs auf den in der Nähe befindlichen landwirtschaftlichen Betrieb (Bauernhof Determe);
- die hydrologischen und hydrogeologischen Probleme;
- die Probleme in Zusammenhang mit dem Verkehr von LKWs;
- das taube Gestein und die Trennvorrichtungen;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Regierung beschließt, dass die Karten 60/8 und 55/7-8 des Sektorenplans Bastogne zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets in Bastogne (Arloncourt) und eines Forstgebiets in Houffalize (Tailles) einer Revision zu unterziehen sind.

**Art. 2** - Der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Bastogne (Karten 60/8 und 55/7-8) zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets in Bastogne (Arloncourt) und eines Forstgebiets in Houffalize (Tailles) wird gemäß dem beiliegenden Plan angenommen.

**Art. 3** - Die Regierung nimmt den zum vorliegenden Erlass als Anlage beigefügten Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung an.

**Art. 4** - Die Regierung beauftragt den Minister der räumlichen Entwicklung, den beigefügten Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung zum Sektorenplan in Übereinstimmung mit Art. 42 Abs. 4 des CWATUP dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Rat für Umwelt und nachhaltige Entwicklung und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Begutachtung zu unterbreiten und ihn anschließend der Regierung wieder zur Verabschiedung vorzulegen.

Namur, den 27. Juni 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

#### ANLAGE

Inhalt der durch Artikel 42 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgeschriebenen Umweltverträglichkeitsprüfung

1. Der durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2007 verabschiedete Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Bastogne (Karten 60/8 und 55/7-8) betrifft die Eintragung eines Abbaugebiets in Bastogne (Arloncourt) und eines Forstgebiets in Houffalize (Tailles).

2. Umfang der Umweltverträglichkeitsprüfung und Genauigkeit der Informationen (Art. 42, Absatz 2 des CWATUP)

##### 2.1. Umfang

Ziel der als raumplanerischer Ausgleich zur Eintragung des neuen Abbaugbiets vorgesehene Umwandlung eines Abbaugebiets in ein Forstgebiet (Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3<sup>o</sup> du CWATUP) ist es, ein im geltenden Sektorenplan eingetragenes Abbaugebiet nicht zu verwerten und die Sachlage beizubehalten.

Da diese Abänderung der Zweckbestimmung sich in einem Natura 2000-Gebiet befindet, muss sie Gegenstand einer Prüfung der Auswirkungen in Übereinstimmung mit Art. 46 § 2, Abs. 2 des CWATUP sein.

## 2.2. Genauigkeit der Informationen

Das nachstehend in Betracht gezogene Lastenheft stellt ein Musterdokument dar, dessen Genauigkeitsgrad in Anbetracht des Artikels 42 des Gesetzbuches als ausreichend angesehen wird.

Die Prüfung hinsichtlich der Bevölkerung, der Sozialwirtschaft und der Umwelt erfolgt auf Ebene des allgemeinen territorialen Kontextes (Phase 1) und auf mikrogeographischer Ebene des Gebiets für die Untersuchung der Empfindlichkeiten und Einschränkungen hinsichtlich der Umwelt.

### PHASE 1

#### Einleitung

Die Einleitung hat zum Zweck, die Umweltverträglichkeitsprüfung wieder in ihren Kontext einzusetzen und zielt insbesondere darauf ab, das Verfahren für die Öffentlichkeit zu klären

1. Erinnerung des Verfahrens zur Revision eines Sektorenplans - Artikel 42 bis 46 des CWATUP.

2. Durch die Regierung angenommener Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans, einschließlich der Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen bezüglich der Durchführung des Projekts (Art. 42, 1°)

3. Beteiligte in der Revision des Sektorenplans

#### 3.1. Entscheidungsträger

Die Wallonische Regierung, vertreten durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

#### 3.2. Initiator des Antrags

Projektträger, Gesellschaft oder natürliche Person, die das Gelände mit dem Steinbruch bewirtschaftet. Organigramm der Gesellschaft (insbesondere im Falle mehrerer Tochtergesellschaften oder mehrerer Gesellschaften in einer Gruppe). Die Kontaktperson(en) und ihre Personalien bitte angeben.

#### 3.3. Umweltverträglichkeitsprüfer

Zugelassenes Planungsbüro : die Kategorien und Dauer der Zulassungen, die verschiedenen Personen, die an der Umweltverträglichkeitsprüfung mitgearbeitet haben, und deren Kompetenzen bitte angeben. Die Kontaktperson(en) und ihre Personalien bitte angeben.

4. Durch die Verwaltung festgestellte potentielle Belastungen

Es handelt sich um von der Verwaltung festgestellte Belastungen auf der Grundlage der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage sowie auf der Grundlage der verschiedenen, in diesem Stadium des Verfahrens eingegangenen Gutachten (von dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, dem kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung, dem Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen, der Generaldirektion der Landwirtschaft, der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt - Abteilung Natur und Forstwesen, Abteilung Wasser, Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen - dem Regionalausschuss für Raumordnung, den Wasserversorgungsgesellschaften, Elial, der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen, der Landesverteidigung, usw.).

### KAPITEL I. — Beschreibung des Vorentwurfs des Plans

1. Gegenstand der Revision des Sektorenplans (Art. 42, 1°)

Lokalisierung und Fläche des(der) Abbaugebiets(e) (oder sonstigen Gebiete und/oder Perimeter, die in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehen sind), die im Vorentwurf des Plans (einschließlich der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen) eingetragen sind:

Genauere Lokalisierung (Provinz, Gemeinde(n), Ortslage, Straße, Nr. der NGI- Karte, Lambert-Koordinate) und Abbildung auf Straßen- und topographischer Karte (1/50 000 und 1/10 000) + Orthophotoplan i.M. 1/10 000;

Die durch die Revision des Sektorenplans betroffenen Katasterparzellen werden auf IGN-Grundlage i.M. 1/10 000 dargestellt; bitte die Gesamtfläche, die Eigentum des Antragstellers ist, sowie die Abschrift der Vereinbarungen bezüglich der Zurverfügungstellung der Grundstücke,... angeben;

(Derzeitige oder geplante) Zweckbestimmungen im Sektorenplan (Karten 1/10 000 und 1/25 000); bitte die Flächen der Gebiete, deren Zweckbestimmung geändert wird, (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise) angeben.

Gegebenenfalls sind die vorgesehenen zusätzlichen Vorschriften (siehe Artikel 41 des Gesetzbuches) anzugeben.

2. Identifizierung und Erläuterung der Zielsetzungen der Revision der Sektorenpläne (Art. 42, 1°)

Es geht darum, die Ziele der Regierung, die im Erlass zum Vorentwurf des Plans erwähnt sind, hervorzuheben und für die Öffentlichkeit verständlich zu machen.

Es soll weder eine einfache Abschrift noch eine Auslegung sein,

3. Kritische Analyse der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den relevanten Plänen und Programmen (Art. 42, 1°)

Diese Analyse muss unter anderem die Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den Herausforderungen, die in den regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten, d.h. im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe sowie in den verschiedenen Plänen und Programmen wie z.B. dem Entwicklungsplan des regionalen Raums, dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, dem aktualisierten Vertrag für die Zukunft der Wallonie, usw. vorgestellt werden, umfassen.

Hier geht es nicht darum, die Ziele der besagten regionalen Dokumente zusammenzufassen, sondern die Ziele der Vorentwürfe hinsichtlich dieser Dokumente zu analysieren.

### KAPITEL II — Sozialwirtschaftliche Begründung der Erweiterung oder der Schaffung eines Abbaugebiets im Sektorenplan

In diesem Kapitel wird überprüft, ob die als Abbaugebiet im Sektorenplan innerhalb eines geeigneten Gebiets (noch zu identifizieren) eingetragenen Gelände es möglich machen, der Nachfrage gerecht zu werden, und werden die hauptsächlichsten sozialwirtschaftlichen Auswirkungen der Revision des Sektorenplans identifiziert. (Art. 42, 2°)

1. Bewertung des Bedarfs

#### 1.1 Merkmale des Produkts

Spezifitäten, Mehrwert und Verwendungen des Produkts, Identifizierung der Konkurrenz- oder Ersatzprodukte und der vergleichenden Vor- und Nachteile des betreffenden Produkts im Verhältnis zu den Konkurrenzprodukten, Transportart und Anteil des Transports in den Produktkosten.

### 1.2 Einschätzung der Nachfrage

Hier geht es darum, die Produktionsaussichten des Betreibers angesichts der Aussichten auf dem Markt des abgebauten Materials einzuschätzen.

#### 1.2.1. Globaler Markt für das Material: heutige Lage und Entwicklungsperspektiven

Einschätzung der heutigen (tatsächlichen und potenziellen) Absatzmärkte des abgebauten Materials angesichts dessen verschiedenen Verwendungen (ggf. das erbebezogene Interesse des gewonnenen Gesteins angeben) und der Marktgröße (Einzugsbereich) von lokaler bis zur internationalen Ebene. Falls relevant, Aufführung und Lokalisierung auf einer Karte der (tatsächlichen und potentiellen) derzeitigen Kunden-Unternehmen unter Angabe des Vorteils, den sie von der Inbetriebsetzung des Geländes ziehen können. Im gegenteiligen Fall, kartographische Darstellung und Kennzeichnung des Einzugsbereichs.

- Marktentwicklung in den nächsten 30 Jahren: Die eventuellen Änderungen der Verwendungen des Produkts, die Entwicklung der Ersatzprodukte und die voraussichtliche Entwicklung der Transportkosten werden insbesondere berücksichtigt.

#### 1.2.2. Position des Betriebs auf dem Markt (heute und in Zukunft)

- Identifizierung der Konkurrenz, sowohl auf regionaler als auch auf internationaler Ebene, die dasselbe Material gewinnt und sich an denselben Einzugsbereich wendet (jedes konkurrierende Gebiet auf einer Karte lokalisieren)

- Schätzung des relativen Anteils des Betriebs auf dem oben definierten Markt.

Wachstumsaussichten des Betriebs je nach der Marktentwicklung und der Produktionsaussichten der konkurrierenden Betriebe (die Anträge auf eine Revision des Sektorenplans ebenfalls in Betracht ziehen).

#### 1.2.3. Schlussfolgerung bezüglich der Produktionsaussichten des Betriebs über 30 Jahre.

### 1.3 Bewertung des Potentials des Sektorenplans

Hier wird das Potential des zur Zeit geltenden Sektorenplans bewertet, um auf die unter Pos. 1.2.3. bestimmte Nachfrage sowohl quantitativ als auch qualitativ eingehen zu können.

Diese Schätzung erfolgt in zwei Phasen.

In einer ersten Phase wird das zur Zeit bewirtschaftete Abbaugbiet untersucht.

In der zweiten Phase werden die Abbaugbiete untersucht, die einem Vorkommen derselben Art entsprechen, im Sektorenplan innerhalb des vorher bestimmten Einzugsbereichs eingetragen sind und den unter Pos. 1.2.2. identifizierten Entwicklungsaussichten der konkurrierenden Betriebe nicht entsprechen.

Für jedes dieser Gebiete, die auf einer Karte lokalisiert werden, besteht Anlass, die Merkmale des Vorkommens anzugeben: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

Die Erreichbarkeit des Geländes und das Vorhandensein der notwendigen Infrastrukturen, die Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten) sowie die Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen sind ebenfalls zu überprüfen.

#### 1.4. Schlussfolgerung bezüglich der Einschätzung der Bedürfnisse

Diese Schlussfolgerung betrifft die Notwendigkeit, ein Abbaugbiet im Sektorenplan innerhalb des identifizierten Einzugsbereichs zu erweitern oder zu schaffen.

### 2. Sozialwirtschaftliche Auswirkungen

Hier werden die durch den Betrieb erzeugte wirtschaftliche Tätigkeit (sowohl vor als auch nach Gewinnung), die direkten und indirekten geschaffenen Arbeitsplätze und die finanziellen Auswirkungen (Abgaben, Gebühren, usw.) eingeschätzt.

## KAPITEL III — *Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf Identifizierung und Analyse der Standortvarianten*

Hier geht es darum, im Maßstab des Einzugsbereichs die Standortwahl für den Vorentwurf zu billigen oder nicht:

- angesichts der regionalen Optionen, die Anwendung auf dieses Gebiet finden;
- unter Berücksichtigung der unter Pos. 1.3. identifizierten Kriterien für die Standortwahl,

und ggf innerhalb dieses Gebiets Varianten für die Standortwahl zu suchen. (Art. 42, 11°)

Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen Hier geht es darum, auf dem Gebiet, das dem Einzugsbereich entspricht, die durch die regionalen Orientierungsdokumenten (Entwicklungsplan des regionalen Raums, Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, Vertrag für die Zukunft, bereichsübergreifende strategische Pläne, usw.) vorgesehenen Zielsetzungen zu übertragen.

Erläuterung der Hauptkriterien für die Standortwahl, die den in Punkt 3 des Kapitels I gebilligten Zielsetzungen des Vorentwurfs entsprechen In jedem Fall werden die folgenden Elemente untersucht:

2.1. Merkmale des Vorkommens: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

2.2. Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen

2.3. Zugänglichkeit

2.4. Vorhandensein von notwendigen Infrastrukturen

2.5. Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten)

### 3. Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf

Hier wird überprüft, ob die Lokalisierung des Vorentwurfs in keinem Gegensatz mit den unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen steht und die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl erfüllt.

#### 4. Suche nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs und Präsentation dieser Alternativen

Hier wird nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs gesucht, indem die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl auf den Einzugsbereich unter Berücksichtigung der unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen angewandt werden.

Diese Standortvarianten werden kurz vorgestellt.

## 5. Wahl von alternativen Standorten

Hier werden der Vorentwurf und die Standortvarianten verglichen, was die folgenden Punkte betrifft:

- regionale Zielsetzungen
- Kriterien für die Standortwahl
- menschliches, sozialwirtschaftliches und umweltbezogenes Potenzial und menschliche, sozialwirtschaftliche und umweltbezogene Belastungen des dem Einzugsbereich entsprechenden Gebiets
- Durchführungskosten zu Lasten der Gemeinschaft

Es werden ebenfalls eine oder mehrere Standortvarianten gewählt.

Erfüllt kein alternativer Standort die Kriterien für die Standortwahl besser als der Vorentwurf, so gibt es keinen Anlass, eine Alternative zu wählen.

## 6. Planologischer Ausgleich

Billigung der Zweckmäßigkeit der Lokalisierung der planologischen Ausgleichmaßnahmen hinsichtlich der wirtschaftlichen, sozialen, erbe- und umweltbezogenen Bedürfnisse sowie der bestehenden Sachlage.

Ggf. Vorschlag von alternativen Standorten

## PHASE 2

KAPITEL IV — *Ermittlung und Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände des Vorentwurfs und der Standortvarianten*

## 1. Beschreibung des gesetzlichen Rahmens

## 1.1. Vorschriftsmäßige Raumordnungsgebiete und Umkreise

1.1.1. Auf regionaler Ebene (Sektorenplan, regionale Städtebauordnung, Sanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet, Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden usw.)

1.1.2. Auf Gemeindeebene (Bebauungsplan, kommunaler Raumordnungsplan, kommunaler Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, kommunaler Naturförderungsplan, kommunales Strukturschema, kommunale Städtebauordnung, allgemeiner Gemeindekanalisationsplan, usw.)

## 1.2. Einer besonderen Regelung unterliegende Güter

1.2.1. Fauna und Flora (Rechtsstellung der Wälder und Forste, Naturpark, Naturschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, Standort von gemeinschaftlichem Interesse (besondere Erhaltungsgebiete), natürliche Lebensräume (Dekret vom 6. Dezember 2001) und Arten von gemeinschaftlichem Interesse, usw.) (Art. 42, 5°)

1.2.2. Menschliche Aktivitäten (Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrswege, Autonomes Netz langsamer Wege, Industrien und Ausrüstungen mit bedeutenden Risiken SEVESO, usw.) (Art. 42, 6°)

1.3. Genehmigungsgebiete mit Einschränkung der bürgerlichen Rechte (bestehende Parzellierungen, Umkreise, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, usw.)

1.4. Mit den Politiken der operativen Planung verbundene Umkreise (Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete, usw.)

1.5. Erbe- und archäologische Stätten (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, Liste der bemerkenswerten Bäume und Hecken, usw.)

## 6. Umwelteinschränkungen

(unterirdische Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, Flussverträge, empfindliche Naturgebiete, Gebiete von hohem biologischem Interesse, Sonderschutzgebiete für die Avifauna, Umkreise von landschaftlichem Interesse, Präventivzonen im Nahbereich, im Fernbereich und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete der Hauptgrundwasserleiter, usw.)

## 7. Rechtliche Lage des Betriebs

(Genehmigungen und Erlaubnisse betreffend die heutige Aktivität, laufende Anträge, ggf. Verstöße gegen den Sektorenplan oder die Genehmigung(en), usw.), wenn der Vorentwurf seine Erweiterung betrifft.

## 2. Beschreibung der Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt (Art. 42, 3°)

Die Fläche dieses Gebiets wird je nach den in Betracht gezogenen Merkmalen angepasst. Das Planungsbüro wird für jeden Punkt die Fläche spezifizieren und argumentieren.

## 2.1. Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung

2.1.1. Bebauter Bereich - Materielle Güter und Erbgut: Urbanistische Struktur und architektonische Morphologie der Bebauung und der öffentlichen Flächen, Kulturerbe (unter Schutz gestellte Landschaften und Güter, Schutzgebiete, usw.), Dichtekarten und Entwicklungspole

2.1.2. Öffentliche Infrastrukturen und Ausrüstungen im Freien und im Untergrund (Straßen, Schienenwege, Hochspannungs- und Höchstspannungsleitungen, Telefonleitungen, unterirdische Kanalisationen usw.), + kartographische Darstellung und Entwicklung der Kapazitäten

2.1.3. Menschliche Aktivitäten (Natur und Merkmale der heutigen und potentiellen Aktivitäten, u.a. Landwirtschaft, touristische Aktivitäten, solche empfindliche sozialkulturelle Ausrüstungen wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus, sonstige empfindliche menschliche oder industrielle Aktivitäten (Seveso), usw.)

## 2.2. Merkmale hinsichtlich der Umwelt

## 2.2.1. Géologie (wenn nötig bitte entwickeln)

2.2.2. Bodenkunde (Kennzeichnung der Bodenart, Qualität und Seltenheit, einen Auszug der pedologischen Karte bitte beifügen)

2.2.3. Hydrologie und Hydrogeologie (Wassereinzugsgebiet, Zwischengebiet, Kategorien von Wasserläufen, Wasserflächen, hydrogeologische Karte, Grundwasserleitschicht (Art bitte angeben), Piezometrie, Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete, Schutz- und Überwachungszonen, Zonen mit Umwelteinschränkungen, usw.)

2.2.4. Topographie und Landschaften (Geomorphologie und Umkreise von landschaftlichem Interesse, Punkt oder Linie mit bemerkenswertem Ausblick ADESA, Landschaftsbild aus dem Gelände und des Geländes aus der Umgebung + Photos usw...)

2.2.5. Luft und Klima (verfügbare Daten über die Luftqualität an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Anlegen von Owen-Messgeräten, klimatische Daten, Hauptwindrichtungen, auf der Grundlage der Aufstellungen der nächsten meteorologischen Station, Luftentnahmen und -analysen, natürliche Schutzwände, Engtäler, besondere Lagen usw.)

Lärm und Schwingungen (Quellen und heutige Pegel (akustische Studie) an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und Gebieten mit technologischem Risiko, bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten, bitte die Messstellen, -tage und -zeiten angeben.)

Fauna und Flora (Bestandsaufnahme und Beschreibung der Arten und Lebensräume, besonderen Biotope, Wasser- und Sumpfbiotope, ggf. Vorhandensein von geschützten Arten und Lebensräumen)

### 3. Schlussfolgerungen über die Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände (Art. 42, 3°)

#### KAPITEL V — *Identifizierung der voraussichtlichen Auswirkungen der Durchführung des Projekts auf den Menschen und die Umwelt*

Hier gilt es, die Beschränkungen und voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als auch negative Nebenwirkungen) auf den Menschen und auf die Umwelt hervorzuheben (Art. 42, 8°)

Wenn die Verwertung des bzw. der Abbaugelände in Phasen vorgesehen ist, so müssen die Auswirkungen bei den verschiedenen Stadien dieser Verwertung bestimmt werden.

Es wird zwischen den Auswirkungen auf das durch den Vorentwurf betroffene Gebiet oder die Standortvariante und den Auswirkungen auf die Nachbargelände unterschieden.

Diese Analyse muss für das Gelände des Vorentwurfs und die Standortvarianten vorgenommen werden.

#### 1. Ein- und Auswirkungen auf die Lebensqualität (Gesundheit, Sicherheit, Hygiene, usw.)

1.1. Bebaubarer Bereich (Beziehung des Projekts mit der bereits bestehenden Siedlung und den anliegenden Anwesen, Vereinbarkeit mit den eventuellen Entwicklungsplänen, mit den bereits bestehenden Ausrüstungen und Infrastrukturen)

1.2. Auswirkungen auf die materiellen Güter und das Kulturerbe (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften und archäologische Ausgrabungen, Risse in den Gebäuden, Gefährdung der Festigkeit der Gebäude, Verschwinden oder Beschädigung von Gemeindegewegen und -straßen, unterirdischen Kanalisationen (Wasser, Strom, Gas, Telefon, usw.) elektrischen Leitungen, usw.)

1.3. Verkehr (direkter und indirekter Verkehr - Anzahl LKW pro Tag, Verkehrsstrecke, Nutzlast, Effekte auf das Autobahnnetz, die Infrastrukturen und die Verkehrsströme, usw.)

1.4. Sprengarbeiten (an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und an den nächsten Gebieten mit technologischem Risiko, Effekte auf das Gelände, usw.)

1.5. Lärm (an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe)

1.6. Luft und Klima (Staub, Anlegen von Owen-Messgeräten, Dunstbildung, Geruch, usw.)

1.7. Topographie und Landschaften (während und nach der Abbautätigkeit, Synthesebilder bitte geben)

2. Ein- und Auswirkungen auf die menschlichen Aktivitäten (touristische Aktivitäten, SEVESO Aktivitäten, landwirtschaftliche und forstliche Aktivitäten, usw.) (art. 42, 9°)

3. Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden (Karst, Bergbauarbeiten, Erdbeben, Erosion oder sonstige geotechnische Belastungen, usw.)

#### 4. Auswirkungen auf die Hydrogeologie und die Hydrologie

4.1. Veränderungen des hydrogeologischen Systems (Abpumpen der Grundwasserschichten, Bodensenkung, Auswirkungen auf die Wasserentnahmestellen und auf das hydrographische Netz, usw.)

4.2. Veränderungen des hydrologischen Systems (Abflussmenge und Belastung der Wasserläufe, Überschwemmungen infolge der Ableitung von Trockenlegungswasser, Verschwinden/Entstehen von Feuchtgebieten, usw.)

#### 4.3. Mobilisierung der Trinkwasserressourcen

#### 5. Ein- und Auswirkungen auf die Fauna, die Flora und die biologische Vielfalt

Während und nach der Durchführung des Projekts, Beschädigung und Verlust von faunistischen Lebensräumen und Ökosystemen, mögliche Auswirkungen auf die Arten und Lebensräume von Arten von gemeinschaftlichem Interesse, Natura 2000gebiete, usw. (Gesetzgebung über die Naturerhaltung und EWG-Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG)

#### 6. Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren

#### 7. Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (Art. 42, 4°)

Es gilt, hinsichtlich der vorigen Punkte 1 bis 6, die Gebiete zu identifizieren, die erheblich betroffen werden könnten, die umweltbezogenen Merkmale dieser Gebiete zu beschreiben und anzugeben, wie diese Merkmale durch das Projekt geändert werden könnten.

KAPITEL VI — *Überprüfung der Maßnahmen, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs oder der Standortvarianten zu verstärken oder zu steigern*

#### 1. Darstellung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung (Art. 42, 11°)

Die Varianten der Abgrenzung sind Varianten des Umkreises der Gebiete.

Die Durchführungsvarianten betreffen zum Beispiel:

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen der Gebiete;
- eine Phasierung der Bodennutzung;
- technische Ausrüstungen oder besondere Einrichtungen,...

Auf der Ebene des Einflussbereichs sind die Grundsätze für die Identifizierung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten die Folgenden :

- den Zielen des Vorentwurfs nachkommen;
- den Bestimmungen des CWATUP (Artikel 1 § 1) und der anderen regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten entsprechen;
- das Potenzial und die Einschränkungen des Gebiets bestmöglich auszunutzen: die negativen Auswirkungen minimieren und die positiven Auswirkungen im sozialen, wirtschaftlichen und Umweltbereich fördern.

## 2. Einzuleitende Maßnahmen (Art. 42, 10°)

Für jede Variante werden die Maßnahmen identifiziert, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs zu verstärken oder zu steigern.

Wenn solche Maßnahmen im Vorentwurf vorgesehen sind, soll überprüft werden, ob sie mit den Zielen der Revision und den Besonderheiten des Umfelds vereinbar sind. Wenn nötig können neue Vorschriften hinzugefügt werden.

2.1. Anpassung der vorschriftsmäßigen Zoneneinteilung (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise)

### 2.2. Festsetzung von zusätzlichen Vorschriften

Diese zusätzliche Vorschriften können u.a. das Folgende betreffen (Artikel 41 des CWATUP):

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des bzw. der Gebiete;
- Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplanes;
- Phasierung der Benutzung des bzw. der Gebiete;
- Reversibilität der Zweckverwendungen, wenn nach einer bestimmten Zeit das Projekt nicht durchgeführt worden ist

### 2.3. Bestimmung von technischen Ausrüstungen und besonderen Einrichtungen

### 4. Einschätzung der Effizienz der Maßnahmen und des nicht reduzierbaren Restimpakts

3. Überprüfung der Beachtung der relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz für Mensch und Natur im Rahmen der Revision des Sektorenplans (Art. 42, 7°)

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz betreffen mindestens die folgenden Themen: biologische Vielfalt, Bevölkerung, menschliche Gesundheit, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima, materielle Güter, Kulturerbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, Landschaft sowie Wechselwirkungen zwischen den genannten Faktoren.

Es geht um die "relevanten" Ziele in Sachen Umweltschutz für den besagten Plan. Die Relevanz eines Ziels wird unter Berücksichtigung der voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen des Planes auf die Umwelt im Sinne der oben erwähnten Definition bewertet.

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz sind diejenigen, die auf internationaler, gemeinschaftlicher Ebene oder durch die Mitgliedstaaten festgelegt worden sind.

Was die gemeinschaftliche Ebene betrifft, so können diese Ziele nicht nur vom sechsten Aktionsprogramm für den Umweltschutz, sondern auch von den verschiedenen Europäischen Richtlinien wie z.B. der Rahmenrichtlinie "Wasser" abgeleitet werden.

Falls die auf internationaler oder europäischer Ebene festgelegten Ziele in auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene festgelegte Ziele eingegliedert worden sind, so reicht die Berücksichtigung der Letzteren.

### 4. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Art. 42, 3°)

Hier geht es darum, die wahrscheinliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (siehe Kapitel V, Punkt 7), mangels einer Revision des Sektorenplans anzugeben.

## KAPITEL VII — Begründungen, Empfehlungen und Überwachung der Durchführung des Planes

1. Begründung und Vergleich des Vorentwurfs und der verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten (Art. 42, 11°)

Die Begründung erfolgt auf der Grundlage des Artikels 1, § 1 des CWATUP und der Analyse der vorhergehenden Kapitel.

Der Vergleich hat die Form einer Tabelle und beruht mindestens auf folgenden Elementen: (sowohl positive als auch negative) Auswirkungen auf das Umfeld, einzuleitende Maßnahmen zur Milderung der Auswirkungen, Restwirkungen.

An das hauptsächliche Potenzial und die hauptsächlichen Belastungen des Projekts zur Revision des Sektorenplans erinnern.

Schlussfolgerungen über die Antragstellung abgeben und ggf. Empfehlungen äußern.

### 2. In Betracht gezogene Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Sektorenplans (Art. 42, 13°)

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungs- und Feststellungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

Der Verfasser kann Empfehlungen geben über Punkte, die in der Akte zum Antrag auf die Genehmigung und in der Umweltverträglichkeitsprüfung des Projekts besonders zu bekräftigen sind.

## KAPITEL VIII — Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten

### 1. Vorstellung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten (Art. 42, 12°)

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

### 2. Grenzen der Studie (Art. 42, 12°)

Der Autor der Studie erläutert die angetroffenen Schwierigkeiten sowie die Punkte, die nicht gründlicher untersucht werden konnten und die ggf. in zukünftigen Umweltverträglichkeitsprüfungen gründlicher untersucht werden könnten.

#### Bibliographie

#### Nichttechnische Zusammenfassung

#### Inhaltsverzeichnis, Liste der Karten, Abbildungen und Bilder (mit der Seitennummer).

Die nichttechnische Zusammenfassung ist ein getrenntes Dokument, das höchstens 30 Textseiten umfasst. Es ist reichlich mit Karten, Abbildungen und Farbbildern dokumentiert.

Dieses Dokument muss die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Plan zusammenfassen und sie in eine nichttechnische Sprache übersetzen, damit sie für nicht Sachkundige verständlich wird, und die Teilnahme der Bürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.



Die positiven, negativen Auswirkungen und die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen (Empfehlungen) werden in der Form einer synthetischen Tabelle dargestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2007, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Bastogne (Karten 60/8 und 55/7-8) zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Plans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in Bastogne (Arloncourt) und eines Forstgebiets in Houffalize (Tailles) einer Revision zu unterziehen ist, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Juni 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4073

[2007/203017]

**27 JUNI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 60/8 en 55/7-8) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opneming van een ontginningsgebied te Bastenaken (Arloncourt) en een bosgebied te Houffalize (Tailles)**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1, 22, 23, 25, 32, 35, 36, 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 1980 tot opstelling van het gewestplan Bastenaken;

Gelet op het Toekomstcontract voor Wallonië, aangenomen op 20 januari 2005 en de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië, aangenomen op 30 augustus 2005;

Gelet op de aanvraag tot wijziging van het gewestplan Bastenaken, in mei 2006 ingediend door de SA Entreprise Bernard Deumer, met het oog op de opneming van een ontginningsgebied te Bastenaken (Arloncourt) als uitbreiding van de heden in bedrijf zijnde groeve;

Overwegende dat het ontwerp betrekking heeft op de opneming op gronden die heden als landbouw- en bosgebied bestemd zijn, van een tiental hectare ontginningsgebied om de S.A. Bernard Deumer de mogelijkheid te bieden om de productie verder te zetten van zandsteenslag voor openbare en privéwerken, en meer bepaald wegwerkzaamheden, grond- en rioleringswerken;

Overwegende dat de andere steengroeven die in de nabije omgeving granulaat voortbrengen de volgende zijn :

- de steengroeven van de "Mardasson" te Bastenaken, waarvan de grootste stopgezet zou zijn;

- de steengroeve "Sur les Roches" te Bastenaken, die heden voor zijn voortbestaan moet vrezten ten gevolge van een geschil met de gemeente en de omwonenden;

- de steengroeve van Gives te Bertogne, met een te verwaarlozen productie (10 000 t/jaar);

Overwegende dat de voortzetting van de bedrijvigheid in de SA Bernard Deumer met inachtneming van de wet in de toelevering kan voorzien van steenslag voor de vlakte van Bastenaken zodra de steengroeven in de buurt hun activiteit staken; dat in het tegenovergestelde geval de steenslag van verder afgelegen groeven moet komen, met hogere vervoerskosten;

Overwegende dat een eerste aanvraag tot herziening van het gewestplan Bastenaken in 1992 is ingediend, met als resultaat de opneming van een ontginningsgebied met een totaal van 12,8 hectare bij een besluit van de Waalse Regering van 14 november 2001;

Overwegende dat dat besluit nietig is verklaard bij arrest 139.156 van de Raad van State van 12 januari 2005, hoofdzakelijk bij gebrek aan motivering door de CRAT; dat de CRAT in haar advies van 27 november 1998 het nodig achtte om de omtrek van het ontginningsgebied te handhaven, zoals onderworpen aan het openbaar onderzoek om een afzonderingsgebied op te richten tussen het oostelijk gelegen woongebied en de omtrek voorgesteld door de uitbater en de gemeente waarop de eigenlijke ontginningsactiviteit uitgeoefend wordt en om de vestiging van bijgebouwen mogelijk te maken voor de activiteit in dat gebied;

Overwegende dat de Raad van State in zijn arrest het volgende stelde: "wat betreft het probleem van de afbakening van de uitbreidingsomtrek en van het woongebied gelegen naast het uitbreidingsgebied, moet worden vastgesteld dat de omstreken handeling naast het optrekken van bijgebouwen de regelmatige verstrekking mogelijk maakt van een ontginningsvergunning die niet enkel de huidige ontginningsomtrek zou kunnen regulariseren, maar die ook zou kunnen uitbreiden naar het gehele ontginningsgebied, ongeacht de wens die de CRAT in haar advies heeft geuit; dat voorzover de aanleg van een afzonderingsgebied geheel en al aan het oordeel overgelaten wordt van de overheid die de ontginningsvergunning verstrekt, niets het feit uitsluit dat die overheid beslist om niet te voorzien in het gebied, voorgesteld door de tegenpartij en een ontginningsvergunning verstrekt voor het gehele uitbreidingsgebied van de uitbater; dat als ervan uitgegaan wordt dat het voor de zorgvuldige inrichting van de ruimte beter is om een onbewerkt landbouwgebied te vervangen door een ontginningsgebied dat het voortbestaan mogelijk maakt van een bedrijf dat voor werkgelegenheid zorgt en tot de economische ontwikkeling van de regio bijdraagt, dat dan toch verenigbaar moet zijn met een nabijgelegen woongebied waarop de uitbreiding zelf gedeeltelijk beslag legt; dat er in dat opzicht in de bezwaren die geuit werden in het kader van het openbaar onderzoek sprake is van hinder door de huidige uitbating, hoewel er een afzonderingsmarge bestaat (heuveltje); dat de gemeenteraad overigens de mening is toegedaan dat het niet aangewezen is een grotere herziening aan te vragen dan de herziening aangevraagd door de uitbater zelf; dat de tegenpartij het evenwel nodig acht de omtrek van het ontginningsgebied te handhaven zoals onderworpen aan het openbaar onderzoek met als doel, enerzijds, een afzonderingsgebied te mogen aanleggen tussen het woongebied en het eigenlijke ontginningsgebied en anderzijds de vestiging mogelijk te maken van bijgebouwen, waarbij bijgevolg niet uitgesloten wordt dat ze in de nabijheid komen te liggen van het woongebied terwijl ze grote hinder kunnen veroorzaken (geluidshinder, stof); dat een uitbreiding van het ontginningsgebied, meer bepaald in het woongebied, volgens de tegenpartij weliswaar verenigbaar is met de zorgvuldige inrichting van de ruimte als er een afzonderingsmarge wordt aangelegd waarvan de omvang bepaald zou moeten worden bij de

aflevering van de ontginningsvergunning; dat dat motief niet relevant voorkomt als uit geen enkel motief van de omstreden handeling noch uit het bestuurlijk dossier de reden blijkt waarom het uitbreidingsgebied gehandhaafd wordt zoals onderworpen aan het openbaar onderzoek met het oog op de aanleg van een afzonderingsmarge terwijl de niet-uitbreiding van het ontginningsgebied in het woongebied op zich een zekere afstand kan scheppen tussen de uitbating en het woongebied...";

Overwegende dat de Raad van State in zijn vernietigingsbesluit benadrukte dat de motivering van het definitieve besluit onvoldoende was zonder de gepastheid van de wijziging van het gewestplan in twijfel te trekken;

Overwegende dat er, aangezien de herziening van het gewestplan, aangenomen op 14 november 2001, zonder effectenonderzoek tot stand kwam, bijgevolg voorgesteld wordt om een nieuwe procedure tot wijziging van het gewestplan op te starten, overeenkomstig huidig artikel 42 van het Wetboek, met inbegrip van de uitvoering van een effectenonderzoek;

Overwegende dat artikel 46, § 1, 3<sup>o</sup>, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium daarnaast het volgende bepaalt: "de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering";

Overwegende dat deze aanvraag tot herziening van het gewestplan enkel tien hectare betreft en oostwaarts beperkt is om tegemoet te komen aan de bedenkingen waaraan de Raad van State gevolg gaf;

Overwegen dat de gronden betrokken bij het uitbreidingsproject van de groeve heden opgenomen zijn als landbouw- en bosgebied in het gewestplan; dat de uitbater eigenaar is van de bij de aanvraag betrokken gronden, drie kleine percelen uitgezonderd waar geen afzetting te vinden is;

Overwegende dat een reserve van om en bij de 926 000 m<sup>3</sup> ontgonnen zou kunnen worden volgens het gekozen uitbatingsschema;

Overwegende dat de behoeften van de uitbater overeenstemmen met de ontginning van 54 600 m<sup>3</sup> aanwezig rotsgesteente/jaar; dat deze herziening van het gewestplan het mogelijk zou moeten maken om gedurende zestien jaar met de uitbating door te gaan (tot 2022); dat de ramingen van de aanvrager nagekeken zijn op grond van de plattegronden van de huidige en de eindtoestand van de ontginningsput, verstrekt in het aanvraagdossier;

Overwegende dat de uitbatinglocatie Arloncourt in het westen afgebakend wordt door de Arloncourt, ingedeeld als beek van derde categorie en beheerd door de gemeente Bastenaken; dat er reeds in het verleden mechanische vervuilingproblemen zijn vastgesteld en dat een opslagplaats in de dichte buurt van de oevers van de beek is aangelegd en dan verwijderd, dat geen enkele ontginning en geen enkele stapelplaats mag worden voorzien op minder dan tien meter van de beek en de waterloop bovendien niet in leidingen gedwongen mag worden,

Overwegende dat de ontginningsput wegens de waterondoorlatendheid van de leisteen door de afwatering regenwater opvangt van het drainagegebied, om en bij de 4 hectare groot (40 000 m<sup>2</sup> met 800 mm/jaar neerslag = 32 000 m<sup>3</sup>/jaar); dat het opgepompte water in de Arloncourt geloosd wordt zonder dat het vooraf geklaard wordt;

Overwegende dat de waterwinningsmachtiging voor een maximumdebiet van 3 000 m<sup>3</sup>/jaar waarover de steengroeve heden beschikt onvoldoende is om die waterhoeveelheid af te voeren en dat die hoeveelheid aanzienlijk opgedreven kan worden indien ze enkel uit aflopend hemelwater bestaat;

Overwegende dat de uitbating van het toekomstige ontginningsgebied in ieder geval zo gevoerd zal moeten worden dat de winning van ondergronds water zo veel mogelijk voorkomt, namelijk door bepaling van een geschikte uitbatingdiepte;

Overwegende dat de hydrologische en hydrogeologische aspecten in het effectenonderzoek uitgeklaard zullen moeten worden en dat het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu daartoe geraadpleegd zal worden in verband met de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek;

Overwegende dat er zich in een straal van 1 500 m rondom de locatie geen enkele openbare winning voor leidingwater bevindt;

Overwegende dat de hinder vanwege de steengroeve hoofdzakelijk ondervonden wordt door de hoeve Determe (mijnschoten en trillingen) en de dorpsbewoners in Arloncourt;

Overwegende dat de mijnschoten toevertrouwd worden aan gespecialiseerd bedrijf; dat de evolutie van de ontstekingsstechnieken (nonel-vertragers) de laatste jaren de negatieve gevolgen van de schoten bijna tot nul heeft kunnen herleiden;

Overwegende dat de potentiële hinder van die verlenging van de activiteit zou overeenstemmen met wat heden vastgesteld kan worden;

Overwegende dat de voorziene verplaatsing van de vergruis- en zeefinstallatie naar de bodem van de put evenwel de geluidshinder en de stofregen in het dorp Arloncourt, dat in de as van de heersende windrichtingen ligt, evenwel zal verminderen;

Overwegende dat er geen Natura 2000-omtrek, biologisch waardevolle locatie of natuurreservaat gelegen zijn in een straal van minder dan één kilometer rondom de steengroeve; dat de gemeente Bastenaken als geheel deel uitmaakt van het natuurpark "Haute-Sûre - Forêt d'Anlier";

Gelet op de aanwezigheid, op iets meer dan 300 m van het uitbreidingsproject, van de gastoevoerleiding DN400 Dalhem-Bastenaken; overwegende dat het bedrijf dat voor die leiding verantwoordelijk is de mening is toegedaan dat de uitbreiding van het ontginningsgebied generlei nadeel zal berokkenen aan de installatie, die aan de andere kant van Arloncourt gelegen is;

Overwegende dat, wat het verkeer betreft, de gemiddelde last van de uitrijdende vrachtwagens op 20 t is geraamd, wat overeenstemt, voor een productie van 130 000 t/jaar verdeeld over 220 werkdagen, met 30 heen- en terugreizen per dag met pieken van 50 en dalen van 5;

Overwegende dat er een oplossing gevonden dient te worden voor het verkeer dat de steengroeve verlaat en daarbij modder achterlaat op de N847 en stofwolken veroorzaakt bij droog weer (een aangepaste wegbedekking voor de toegang tot de locatie, wasbekken voor de wielen bij de uitgang, gebruik van op- en afritten,...);

Overwegende dat er overigens voor de vrachtwagens een invoegstrook aangelegd zou moeten worden op de N874;

Overwegende dat er een voldoende brede afzonderingsmarge in stand gehouden zal moeten worden ten opzichte van de grondslag van de N874 om het risico op instortingen van rotswanden of grondverschuivingen af te wentelen; dat een 10 m brede bufferstrook bijgevolg aangelegd zal moeten worden, aan de hand van een in een volzin uitgedrukt voorschrift;

Overwegende dat dat aspect van de problematiek bestudeerd wordt in het kader van het effectenonderzoek;

Overwegende dat het totale volume van de steriele gesteenten geraamd wordt op 62 500 m<sup>3</sup> en dat ze als merloenen opgeslagen worden in het oosten van de ontginningsput, en in het noordwestelijk deel van de locatie en ten slotte als "backfilling" als de steengroeve gesloten zal worden;

Overwegende dat dat aspect, evenals de vorm aangenomen door de merloenen (beplanting, bebossing) eveneens bestudeerd zal worden tijdens het effectenonderzoek;

Overwegende dat overwogen wordt de opnemings van het nieuw ontginningsgebied planologisch te compenseren door de herbestemming als bosgebied van gronden met een oppervlakte van om en bij de 10 ha, gelegen te Houffalize, heden opgenomen als ontginningsgebied in het gewestplan Bastenaken, overeenkomstig artikel 46, § 1, 3°, van het Wetboek;

Overwegende dat die locatie overeenstemt met de voormalige steengroeve Cédrogne, ook steengroeve van Mont genaamd; dat het eigendom is van de gemeente Houffalize en als illegale stortplaats van inerte afvalstoffen dient;

Overwegende dat die locatie geen enkel belang meer heeft als afzettingspotentieel wegens de middelmatige kwaliteit van de zandleiende die daar aangetroffen wordt en de slechte bereikbaarheid;

Overwegende dat een zeer klein deel van de locatie valt onder de Natura 2000-onttrek BE34024 "Bassin inférieur de l'Ourthe orientale";

Gelet op het bestaan van een ontwerp-akkoord tussen de aanvrager en de gemeente Houffalize; dat dat akkoord betrekking heeft op het herstel van de vroegere steengroeve in zijn voormalige toestand, op kosten van de SA Deumer (gelijkmaking van de opgehoopte steenslag, verwijdering van het betonafval, toevoer van aarde en planten);

Gelet op de dading getroffen op 14 juni 2007 door de NV Entreprises Bernard Deumer en de omwonenden van Arloncourt;

Overwegende dat, daar de locatie opgesloten is in bosgebied, haar bestemming als bosgebied nog het meest geschikt lijkt;

Overwegende dat gelet op de bestaande feitelijke en rechtstoestand en in het kader van het effectenonderzoek bedoeld in artikel 42 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, bijzondere aandacht moet uitgaan naar :

- de eventuele impact van de steengroeve op het nabijgelegen landbouwbedrijf (hoeve Determe);
- de hydrologische en hydrogeologische problemen;
- de verkeersproblemen;
- de omgang met steriele ontginningsgesteenten en afzonderingsmarges;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

**Artikel 1.** De Regering beslist tot de herziening van bladen 60/8 en 55/7-8 van het gewestplan Bastenaken met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied te Bastenaken (Arloncourt) en een bosgebied te Houffalize (Tailles).

**Art. 2.** Het voorontwerp van herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 60/8 en 55/7-8) met betrekking tot de opnemings van een ontginningsgebied te Bastenaken (Arloncourt) en een bosgebied te Houffalize (Tailles) wordt aangenomen overeenkomstig bijgevoegd plan.

**Art. 3.** De Regering neemt de ontwerp-inhoud van het bij dit besluit gevoegde milieueffectonderzoek aan.

**Art. 4.** De Regering belast de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling ermee, de ontwerp-inhoud van het effectonderzoek ter advies voor te leggen aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) en aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) en het haar nadien opnieuw voor te leggen voor aanneming ervan.

Namen, 27 juni 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

## BIJLAGE

### INHOUD VAN HET ONDERZOEK BETREFFENDE HET GEWESTPLAN (opgelegd bij art. 42 Wetboek)

1. Het voorontwerp van herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 60/8 en 55/7-8) met aangenomen bij besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2007 bevat de opnemings van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Bastenaken en een bosgebied op het grondgebied van de gemeente Houffalize.

2. Omvang van het effectenonderzoek en nauwkeurighedsgraad van de gegevens (art. 42, lid 2, van het WWROSP)

#### 2.1. Omvang

De herbestemming van een ontginningsgebied als bosgebied, voorzien als planologische compensatie bij de opnemings van het nieuwe ontginningsgebied (art. 46, § 1, tweede lid, 3°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium) heeft tot doel het ontginningsgebied opgenomen op het vigerende gewestplan niet te ontsluiten en de feitelijke toestand te handhaven.

Die bestemmingswijziging moet evenwel, doordat ze plaatsvindt in een Natura 2000-onttrek, in een effectenonderzoek bestudeerd worden overeenkomstig artikel 46, § 2, lid 2, van het Wetboek.

#### 2.2. Nauwkeurighedsgraad van de gegevens

Onderstaand bijzonder bestek is een type-document waarvan de nauwkeurighedsgraad voldoende geacht wordt krachtens artikel 42 van het Wetboek.

De menselijke, socio-economische en milieukeurmerken worden onderzocht op het niveau van de algemene territoriale context (fase 1) en op de microgeografische schaal van het studiedomein van de kwetsbaarheden en milieueisen (fase 2).

#### FASE 1

##### Inleiding

De inleiding heeft als doel het effectenonderzoek in zijn context te plaatsen en wil met name de procedure voor het publiek duidelijker maken.

1. Verwijzing naar de procedure voor de herziening van een gewestplan - Artikelen 42 tot 46 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

2. Voorontwerp van herziening van het gewestplan goedgekeurd door de Waalse Regering met inbegrip van de verzachtende maatregelen met betrekking tot de uitvoering van het project (art. 42, 1<sup>o</sup>)

3. Actoren van de herziening van het gewestplan

3.1. Beslissingmaker

Waalse Regering vertegenwoordigd door de Minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort.

3.2. Initiatiefnemer van het verzoek

Promotor van het project, vennootschap of natuurlijke persoon die de groeve uitbaat. Organogram van de vennootschap (meer bepaald indien meerdere filialen, ou meerdere vennootschappen in een groep). De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

3.3. Auteur van het effectenonderzoek

Erkend studie bureau : de categorieën erkenningen en de duur ervan nader omschrijven en de verschillende personen die aan het onderzoek hebben meegewerkt, vermelden en hun bevoegdheden specificeren. De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

4. Potentiële drukfactoren, door het bestuur onderkend

Het betreft de drukfactoren die het bestuur heeft onderkend op grond van de analyse van de feitelijke en de rechtstoestand en van de verschillende adviezen die het in dit stadium van de procedure gekregen heeft (college van burgemeester en schepenen, gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening, Ministerie van Uitrusting en Vervoer, Directoraat-generaal Landbouw, Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu Afdeling Natuur en Bossen, DE, Afdeling Preventie en Vergunningen, Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling, de waterleidingmaatschappijen, Elia, NMBS, Landsverdediging,...).

#### HOOFDSTUK I. — *Omschrijving van het voorontwerp van plan*

1. Doel van de gewestplanherziening (art. 42, 1<sup>o</sup>)

Bepaling van ligging en oppervlakte van het (de) ontginningsgebied(en) (of andere gebieden en/of omtrek(ken) opgenomen in artikel 40 van het Wetboek), opgenomen in het voorontwerp van plan, met inbegrip van de planologische compensaties.

- exacte lokalisatie (provincie, gemeente(n), plaatsnaam, straat, bladnr. NGI, Lambert-coördinaten) en afbeelding op wegen- en topografische kaarten (1/50 000 en 1/10 000) + orthofotoplan op 1/10 000;

- kadastrale percelen betrokken bij de gewestplanherziening op de NGI-kaart aangebracht met schaal 1/10 000e en 1/25 000e, de totale oppervlakte van de eigendom van de aanvrager opgeven, afschrift van de akkoorden ivm de terbeschikkingstelling van de gronden, ...;

- (huidige en geplande) bestemmingen in het gewestplan (kaarten 1/10 000e en 1/25 000e); de oppervlakten van de zones waarvan de bestemming verandert (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel 40 van het Wetboek) nader bepalen.

In voorkomend geval de bepaalde bijkomende voorschriften nader omschrijven (zie artikel 41 van het Wetboek).

2. Identificatie en explicatie van de doelstellingen van de herziening van het gewestplan (art. 42, 1<sup>o</sup>)

Doel is de doelstellingen van de Regering bedoeld in het besluit van voorontwerp van het plan voor het publiek duidelijk en begrijpelijk maken.

Het is geen kopierwerk en ook geen interpretatie.

3. Kritische analyse van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van de relevante plannen en programma's (art. 42, 1<sup>o</sup>)

Die analyse dient onder andere de controle te bevatten van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp met de belangen voorgesteld in de gewestelijke regelgeving en beleidsteksten, namelijk het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, en de verschillende plannen en programma's zoals het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, het bijgewerkte toekomstcontract voor Wallonië.

De doelstellingen van bedoelde gewestelijke documenten moeten niet samengevat worden. Wat wel gedaan moet worden, is de doelstellingen van het voorontwerp analyseren ten opzichte van die documenten.

#### HOOFDSTUK II. — *Sociaal-economische verantwoording van de uitbreiding of de oprichting van een ontginningsgebied op het gewestplan*

In dit hoofdstuk wordt nagegaan of de gronden opgenomen als ontginningsgebied in het gewestplan op een relevant grondgebied (nader te bepalen) op de vraag kunnen ingaan en worden de voornaamste sociaal-economische effecten van de herziening van het gewestplan aangeduid (art. 42, 2<sup>o</sup>).

1. Evaluatie van de behoefte

1.1 Kenmerken van het product

Specifieke kenmerken, toegevoegde waarde en gebruiksvormen van het product, benoeming van de concurrerende of vervangingsproducten en van de voor- en nadelen in vergelijking met het overwogen product ten opzichte van de concurrerende producten, het soort vervoer dat gebruikt wordt en het aandeel van het vervoer in de kostprijs van het product.

1.2 Evaluatie van de vraag

Hier worden de perspectieven inzake de productie door de exploitant ten opzichte van de marktperspectieven van de ontgonnen stof geëvalueerd.

1.2.1. Globale markt van de stof : huidige toestand en ontwikkelingsperspectieven

De huidige (daadwerkelijke en potentiële) afzetmogelijkheden van de ontgonnen stof evalueren ten opzichte van de verschillende gebruiksvormen (in voorkomend geval het belang van de ontgonnen rotsgesteenten op erfgoedvlak aangeven), alsook de schaal van de markt (afzetkring), van het lokale naar het internationale vlak. Als de denkoefening relevant is, de voornaamste ondernemingen die heden (daadwerkelijk en potentieel) klant zijn, noemen en op een kaart aangeven, alsook aangeven welk belang zij kunnen halen uit de inbedrijfname van de locatie; in het tegenovergesteld geval, de afzetkring in kaart brengen en nader omschrijven.

- Evolutie van de markt de volgende 30 jaar : Er zal met name rekening worden gehouden met de evolutie van de gebruiksvormen van het product, de ontwikkeling van vervangingsproducten en de vermoedelijke evolutie in de vervoerskosten.

1.2.2. Plaats die de onderneming bekleedt op de (huidige en toekomstige) markt

- Omschrijving van de concurrentie, zowel regionaal als internationaal, die dezelfde stof ontgint en dezelfde afzetkring bespeelt (elke concurrerende locatie op een kaart aanduiden)
- Raming van het relatieve marktaandeel van de onderneming (zie hoger).

Groeiperspectieven van de onderneming afhankelijk van de marktrevolutie en de productieperspectieven van de concurrerende ondernemingen (eveneens de verzoeken om herziening van gewestplannen in overweging nemen).

1.2.3. Conclusie over de productieperspectieven van de onderneming over dertig jaar.

1.3 Evaluatie van de potentialiteiten van het gewestplan

Het aanbod van de te ontginnen stof dat kwalitatief én kwantitatief de onder 1.2.3. gevalideerde vraag kan dekken, wordt hier geëvalueerd.

Die evaluatie gebeurt in twee stappen.

In een eerste stap wordt het huidig in bedrijf zijnde ontginningsgebied onderzocht.

In een volgende stap worden de ontginningsgebieden onderzocht die overeenstemmen met een gelijkaardige afzetting, opgenomen op het gewestplan in de hierboven aangegeven afzetkring en die niet beantwoorden aan de ontwikkelingsperspectieven van de concurrerende ondernemingen opgegeven in 1.2.2.

Voor elke locatie die op een kaart wordt aangegeven, worden de kenmerken van de afzetting aangegeven: kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekenningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

De toegankelijkheid van de site en het bestaan van de noodzakelijke infrastructuur worden eveneens nagekeken, alsook de mogelijkheid om de exploitatie te verrichten in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten), en de plaats van de site tegenover de bestaande uitbating en de huidige en toekomstige afnemers.

1.4. Conclusie over de evaluatie van de behoeften.

De conclusie betreft de noodzaak om een ontginningsgebied uit te breiden of op te richten op het gewestplan in de aangegeven afzetkring.

2. Sociaal-economische gevolgen.

Hier wordt de daaruit voortvloeiende economische activiteit geschat (zowel voor als na de ontginning) door de uitbating, rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid en de financiële impact (belastingen, retributies,...).

#### HOOFDSTUK III. — *Validering van de ligging van het voorontwerp. Identificatie en analyse van de liggingsvarianten*

Het gaat er hier om op schaal van de afzetkring de ligging van het voorontwerp al dan niet te valideren:

- ten opzichte van de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
  - in functie van de in 1.3. onderkende liggingscriteria,
- en, in voorkomend geval, liggingsvarianten die voldoen aan deze elementen binnen dat grondgebied te zoeken. (Art. 42, 11°)

1. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties

De opties die bij gewestelijke beleidsdocumenten bepaald worden (gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, Toekomstcontract, overkoepelende beleidsplannen,...) worden overgeschreven op het grondgebied dat de afzetkring uitmaakt.

2. Benadrukking van de voornaamste liggingscriteria die beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp zoals geldig verklaard in punt 3 van hoofdstuk I

Volgende gegevens worden in ieder geval onderzocht:

2.1. Kenmerken van de afzetting: kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekenningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

2.2. Ligging van de site tegenover bestaande uitbating en tegenover huidige en toekomstige afnemers

2.3. Bereikbaarheid

2.4. Bestaan van noodzakelijke infrastructuur.

2.5. Uitbaatmogelijkheden in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten)

3. Validering van de ligging van het voorontwerp

Hier wordt nagegaan of de ligging van het voorontwerp niet in tegenspraak komt te staan met de gewestelijke opties onderkend in punt 1 en de liggingscriteria uiteengezet in punt 2 naleeft.

4. Onderzoek naar en presentatie van wisseloplossingen inzake ligging van het voorontwerp

Doel is liggingsvarianten voor het voorontwerp te zoeken en aan te nemen door de liggingscriteria toe te passen die naar voren zijn gekomen in punt 2 toe te passen op het grondgebied van de afzetkring waarbij rekening wordt gehouden met de gewestelijke opties bepaald in punt 1.

Die liggingsvarianten worden beknopt voorgesteld.

5. Keuze van wisseloplossingen inzake ligging

Hier wordt de vergelijking gemaakt van het voorontwerp en van de liggingsvarianten wat betreft:

- de gewestelijke opties
- de liggingscriteria
- de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied van de afzetkring
- de kostprijs van de ontsluiting voor de gemeenschap en worden één of meer liggingsvarianten uitgekozen.

Als er geen enkele liggingsvariant beter aan de liggingscriteria beantwoordt dan het voorontwerp, hoeft er geen wisseloplossing uitgekozen te worden.

6. Planologische compensatie

Validering van de geschiktheid van de ligging van de planologische compensaties ten opzichte van de economische, sociale, ecologische en erfgoedbehoeften, als van de bestaande feitelijke toestand.

Voorstelling van wisseloplossingen inzake ligging indien nodig.

FASE 2

HOOFDSTUK IV. — *Aanwijzing en analyse van de drukfactoren en de potentialiteiten van de sites uit de voorontwerpen en van de liggingsvarianten*

1. Omschrijving van het regelgevend verband

1.1. Inrichtingsgebieden en -omtrekken conform de regelgeving

1.1.1. Gewestelijk niveau (gewestplan, gewestelijk stedenbouwkundig reglement, saneringsplan per onderstroomgebied, algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden,...)

1.1.2. Gemeentelijk niveau (bijzonder plan van aanleg, gemeentelijk plan van aanleg, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbevoororderingsplan, gemeentelijk structuurplan, gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, algemeen gemeentelijk afwateringsplan,...)

1.2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt

1.2.1. Fauna en flora (rechtsstatuut van de bossen en wouden, natuurpark, natuureservaten, Natura 2000-omtrekken, ruimten van gemeenschapsbelang, natuurlijke habitats (decreet van 6 december 2001) en soorten van gemeenschapsbelang,...) (art. 42, 5°)

1.2.2. Menselijke activiteiten (rechtsstatuut van de wegen en verkeerswegen, autonoom net voor traag verkeer, industrieën en uitrusting met een hoog SEVESO-risicogehalte,...) (art. 42, 6°)

1.3. Omtrekken met vergunningsplicht en beperking van burgerlijke rechten (bestaande verkavelingen, omtrekken waarin het Rampenfonds tussenbeide kwam, onroerende goeden met voorkooprecht, onroerende goeden met onteigening ten algemene nutte,...)

1.4. Omtrekken die blijvend deel uitmaken van operationele inrichtingsmaatregelen (ruilverkavelingsomtrekken, stadheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden,...)

1.5. Erfgoed- en archeologische sites (beschermde monumenten en sites, met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst der waardevolle bomen en heggen,...)

6. Drukfactoren van leefmilieu (ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, vochtige gebieden met een biologisch belang, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch zeer waardevolle gebieden, speciaal beschermde gebieden voor avifauna, oppervlakte met een landschappelijke waarde, dichtbijgelegen en afgelegen preventiegebieden, toezichtsgebieden op waterwinningen, kwetsbare gebieden met de voornaamste waterhoudende lagen,...)

7. De regelgevingstoestand van het bedrijf (vergunningen en toelatingen voor de huidige site, beroepsverzoeken, eventuele overtredingen op het gewestplan of de vergunningen, ...) als het voorontwerp de uitbreiding van het bedrijf beoogt.

2. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukenmerken van de betrokken sites (art. 42, 3°)

De uitgestrektheid van dat grondgebied wordt aangepast volgens de in het vooruitzicht gestelde kenmerken. Ze wordt nader bepaald en punt voor punt beargumenteerd door het studiebureau.

2.1. Menselijke kenmerken

2.1.1. Bebouwing - Materiële goederen en erfgoederen (stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...), dichtheidskaarten en ontwikkelingspolen)

2.1.2. Boven- en ondergrondse openbare infrastructuren en uitrustingen (wegen, spoorwegen, hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, telefoonlijnen, ondergrondse leidingen,...) + cartografie en evolutie van de capaciteiten)

2.1.3. Menselijke activiteiten (aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten w.o. landbouw, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden of (Seveso) industriële activiteiten,...)

2.2. Leefmilieukenmerken

2.2.1. Geologie (Wordt indien nodig besproken)

2.2.2. Pedologie (karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen)

2.2.3. Hydrologie en hydrogeologie (stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, watervlakken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piezometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu,...)

2.2.4. Topografie en landschappen (geomorfologie en landschappelijk waardevolle omtrekken, ADESA-vergezichten, uitzicht op het landschap vanaf de site en op de site vanuit een afgelegen punt in de omtrek + foto's,...)

2.2.5. Lucht en klimaat (beschikbare gegevens over de luchtkwaliteit recht tegenover de woningen en de woon-, de recreatiegebieden, de gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, plaatsing van Owen-meetinstrumenten, klimaatgegevens, overheersende windrichting, op grond van de gegevensverwerking van het dichtstbij gelegen weerstation, luchtmonsters en -analyses, natuurschermen, ingebedde valleien, bijzondere situaties,...)

6. Geluidshinder en trillingen (huidige bronnen en niveaus (akoestisch onderzoek) recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, bestaande of gemeten gegevens, de plaatsen van de metingen aangeven, alsook data en uren)

7. Fauna en flora (inventaris en omschrijving van de soorten en de habitats, de bijzondere biotopen, de aquatische en moerasbiotopen, eventuele aanwezigheid van soorten en beschermde milieus)

3. Conclusies over de analyses van de drukfactoren en de potentialiteiten (art. 42, 3°)

Hoofdstuk V. — *Aanduiding van de waarschijnlijke gevolgen van de uitvoering van het ontwerp op mens en leefmilieu*

Doel is de niet-verwaarloosbare vermoedelijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergische, korte-, middellange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op mens en leefmilieu duidelijk te maken. (Art. 42, 8°)

Indien de uitvoering van het (de) ontginningsgebied(-en) gefaseerd verloopt, dienen de effecten bepaald te worden in de verschillende stadia van die uitvoering.

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de effecten op de site beoogd bij het voorontwerp en de effecten op de naburige gebieden.

Die analyse dient uitgevoerd te worden voor de site van het voorontwerp en de liggingsvarianten.

1. Impact op de leefkwaliteit (gezondheid, veiligheid, hygiëne,...)

1.1. Bebouwing (verband van het project met de bestaande agglomeratie en de aangrenzende eigendommen, verenigbaarheid met eventuele ontwikkelingsschema's, met de bestaande uitrustingen en de infrastructuur)

1.2. Effecten op de materiële goederen en het culturele erfgoed (beschermde monumenten en sites en archeologische opgravingen, barsten in gebouwen, aantasting van de stabiliteit van de gebouwen, verdwijning of verslechtering van gemeentepaden en wegen, ondergrondse leidingen (water, elektriciteit, gas, telefoon,...), elektrische lijnen,...)

1.3. Verkeer (rechtstreeks, onrechtstreeks - aantal vrachtwagens per dag, reisweg, nuttig laadvermogen, effecten op het wegen- en snelwegnet, de infrastructuren en de mobiliteitsstromen,...)

1.4. Mijnschoten (trillingen recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, site-effecten,...)

1.5. Geluidshinder (recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra)

1.6. Lucht en klimaat (stof - installatie van Owen-meetinstrumenten -, mistvorming, geurhinder,...)

1.7. Topografie en landschappen (tijdens en na de ontginningsactiviteit, synthesesfoto's maken)

2. Impact op de menselijke activiteiten (toeristische activiteiten, SEVESO-activiteiten, land- en bosbouwbedrijvbaarheid,...) (art. 42, 9°)

3. Impact op bodem en ondergrond (karst, mijnwerkzaamheden, grondverschuiving, erosie, of andere geotechnische drukfactoren,...)

4. Impact op de hydrogeologie en hydrologie

4.1. Wijziging van het hydrogeologisch stelsel (verlaging van de grondwaterstand, grondverzakking, invloed op de waterwinningen en het hydrografisch stelsel,...)

4.2. Wijziging van het hydrologisch stelsel (debiet en vuilvracht van de waterlopen, overstromingen na lozing van bemalingswater, verdwijning/ontstaan van vochtige gebieden,...)

4.3. Inzet van tot drinkwater verwerkbaar watervoorraden

5. Impact op de fauna, de flora, de biodiversiteit

Tijdens en na de uitvoering van het project, verslechtering en verlies van faunistische habitats en ecosystemen, potentiële impact op soorten en habitats van soorten, met een gemeenschapsbelang, Natura 200-ntrekken,... (wetgeving inzake natuurbehoud en Europese richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG)

6. Interactie tussen die verschillende factoren

7. Kenmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (art. 42, 4°)

Doel is om ten opzichte van de punten 1 t.e.m. 6 zoals hierboven de gebieden aan te duiden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden, de leefmilieukenmerken van die gebieden aan te geven en erop te wijzen hoe die kenmerken door het ontwerp gewijzigd dreigen te worden.

*HOOFDSTUK VI. — Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van het voorontwerp of de liggingsvarianten*

1. Voorstelling van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten (art. 42, 11°)

De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van de gebieden.

De uitvoeringsvarianten beantwoorden bijvoorbeeld aan :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van de gebieden;
- een fasering van de bezetting;
- technische uitrustingen of bijzondere inrichtingen; ...

Op schaal van het invloedsgebied zijn de grondslagen voor de aanduiding van de afbakeningsvarianten en de uitvoeringsvarianten :

- beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp;
- beantwoorden (artikel 1, §1) aan het bepaalde van het Wetboek en andere gewestelijke regelgevende of beleidsbepalende documenten;
- zo goed mogelijk gebruik maken van de potentialiteiten en de dwingende omstandigheden van het gebied : de negatieve effecten zo klein mogelijk houden en de positieve effecten begunstigen op sociaal, economisch en ecologisch vlak.

2. Uit te voeren maatregelen (art. 42, 10°)

De uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten op het leefmilieu dienen voor elke variant aangeduid te worden.

Als dergelijke maatregelen in het voorontwerp aanwezig zijn, dient nagegaan te worden of ze afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.

2.1. Aanpassing van de regelgevende zonerings (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel 40 van het Wetboek)

2.2. Opstellen van bijkomende voorschriften

Die bijkomende voorschriften kunnen het volgende inhouden (artikel 41 van het Wetboek) :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en);
- de uitvoering van een gemeentelijk plan van aanleg;
- de fasering van de bezetting van het (de) gebied(en);
- de omkeerbaarheid van de bestemmingen indien er geen uitvoering is na verloop van een bepaalde tijd.

2.3. Aanduiding van technische uitrustingen en bijzondere inrichtingen

4. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten

3. Opmeten in hoeverre de doelstellingen die relevant zijn voor de bescherming van het menselijk en natuurlijk milieu in het kader van de herziening van het gewestplan in rekening zijn gebracht (Art. 42, 7°)

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen : de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren.

Het betreft de doelstellingen inzake milieubescherming die "relevant" zijn voor bedoeld plan. De relevantie van een doelstelling wordt beoordeeld naar de waarschijnlijke aanzienlijke effecten van het plan op het leefmilieu zoals hierboven omschreven.

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu zijn die, welke vastgesteld zijn op internationaal, communautair of lidstatenniveau.

Wat het communautaire niveau betreft, kunnen die doelstellingen afgeleid worden uit meer bepaald het zesde milieuoactieprogramma, maar eveneens uit de verschillende Europese richtlijnen zoals de kaderrichtlijn voor het waterbeleid.

Bij opname van de internationaal of Europees vastgestelde doelstellingen in nationaal, gewestelijk of lokaal vastgestelde doelstellingen hoeven enkel laatstgenoemden in overweging te worden genomen.

#### 4. Vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (art. 42, 3°)

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukeurmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (zie hoofdstuk IV, punt 7) indien een herziening van het gewestplan uitblijft.

### HOOFDSTUK VII. — *Verantwoordingen, aanbevelingen en opvolging van de uitvoering van het gewestplan*

#### 1. Verantwoording en vergelijking van het voorontwerp en de verschillende afbakings- en uitvoeringsvarianten (art. 42, 11°)

De verantwoording gebeurt op grond van artikel 1e, § 1 van het Wetboek en de analyse van de voorgaande hoofdstukken.

In de vorm van een tabel berust de vergelijking minstens op onderstaande elementen : effecten (zowel positieve als negatieve) op het leefmilieu, uit te voeren maatregelen ter verzachting van de maatregelen, overige effecten.

Erop wijzen welke de voornaamste potentialiteiten en drukfactoren van het herzieningsontwerp van het gewestplan zijn.

Conclusies over de aanvraag en, in voorkomend geval, aanbevelingen formuleren.

#### 2. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan (art. 42, 13°)

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, wijze van berekening of vaststelling ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

De auteur kan raad geven over punten die in het vergunningsaanvraagdossier en het effectonderzoek van het ontwerp uitgewerkt moeten worden.

### HOOFDSTUK VIII. — *Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden*

#### 1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden (art. 42, 12°)

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

#### 2. Grenzen van het onderzoek (art. 42, 12°)

De auteur van het onderzoek geeft aan welke moeilijkheden gerezen zijn en op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige effectonderzoeken.

Bibliografie

Niet-technische samenvatting

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het effectonderzoek van het plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve effecten en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2007 tot herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 60/8 en 55/7-8) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied te Bastenaken (Arloncourt) en een bosgebied te Houffalize (Tailles).

Namen, 27 juni 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE